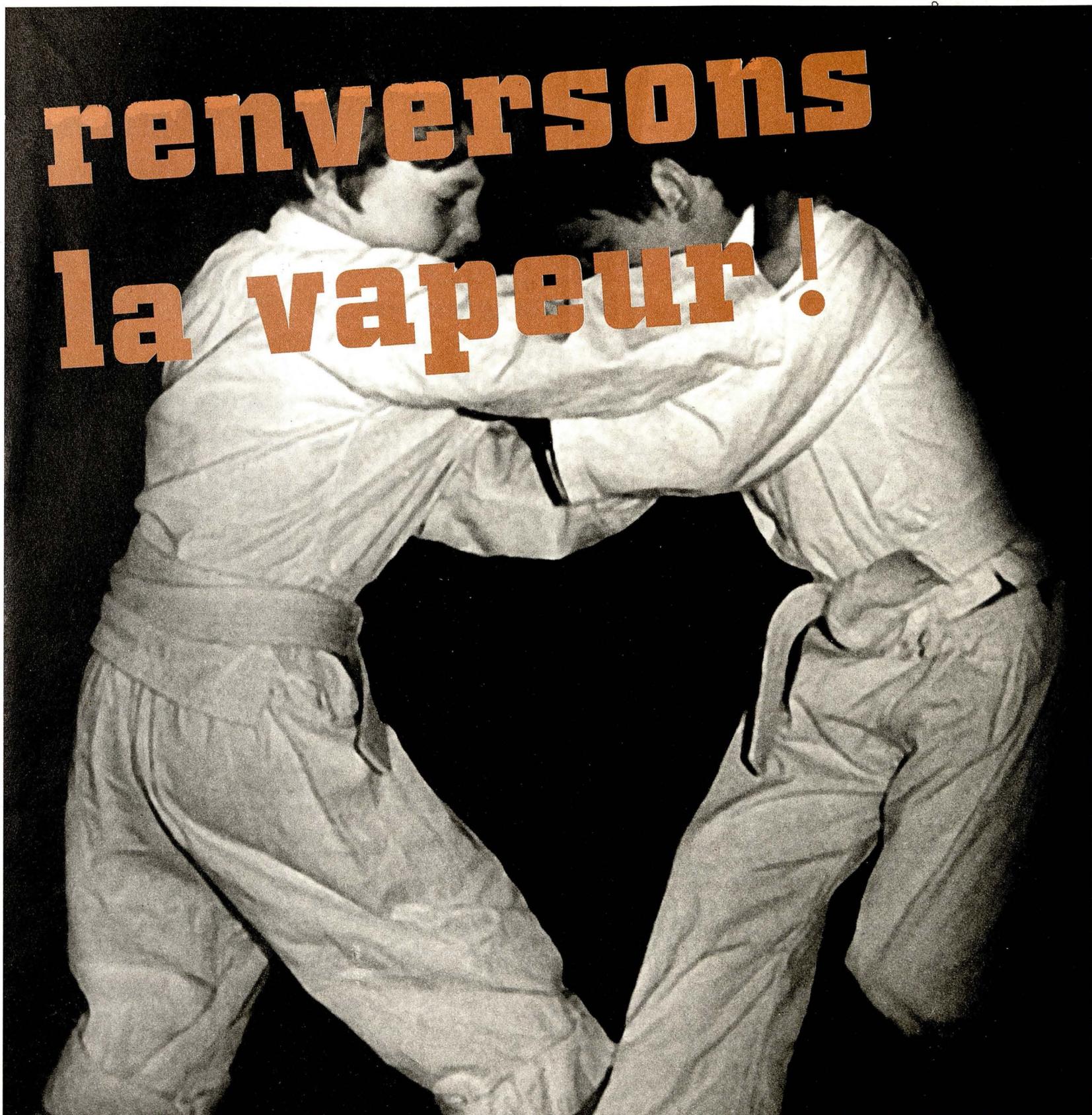


le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde
libertaire

**renversons
la vapeur!**



M 02137 - 1344 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« La science – et Bakounine y inclut la sociologie – est aussi peu capable de saisir l'individualité d'un homme que celle d'un lapin. »

Georges Navel

hebdo n° 1344

du 29 janvier au 4 février 2004

Sommaire

Attentat **anti-libertaire** en Suède, page 4

Brèves migratoires, par Hervé, page 4

La RATP veut faire raquer les **antipubs**, page 5

Enseigner: les risques du **métier**, par Jipé, page 6

La plume de **l'autruche**, par Frédo Ladrissi, page 7

Éducateurs, pas délateurs!, par Fred, page 7

Que la **Force ouvrière** soit avec vous, par Samuel, page 8

Quand deuil rime avec **instrumentalisation médiatique**, A. Vernet a la nausée, page 9

Leçon de **féminisme** de Déjacque à Proudhon, par Caroline Granier, page 11

Des **électrons libres** interfèrent dans le nucléaire, page 14

E pericoloso être un gosse **immigré** en Italie, page 16

Street Voice fait sortir des exclus de l'ombre, par André Bernard, page 17

Felip Equy ressuscite B. **Lazare**, page 18

La **télé** nous fait rire à en pleurer, par Roger Dadoun, page 19

Gros plan sur une relation entre **père et fils**, par Heike Hurst, page 21

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Témoignages de la répression du **mouvement social**, page 23

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	<input type="radio"/> 20	<input type="radio"/> 32	<input type="radio"/> 27
6 mois 25 n ^{os}	<input type="radio"/> 38	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 46
1 an 45 n ^{os}	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 99	<input type="radio"/> 77
Abonnement de soutien	<input type="radio"/> 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)

** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.



La grande braderie

CONNAISSEZ-VOUS cette tradition allemande qui consiste à cacher à l'arrière de la voiture familiale un rouleau de papier toilette dans une sorte de bonnet-chapeau le plus kitsch possible? Tendre pudeur, délicatesse ironique qui réchauffe un peu nos cœurs en ces temps de merde.

Et voilà peut-être une bonne idée à étendre un peu partout. Imaginez nos bouffons de politiciens dissimulés sous ces bonnets avec un pompon tout beau. Faites comme bon vous semble, détruisez nos vies, étouffez nous avec vos lois, jouez à la farce électorale, mais – que diable! – arborez ce nouvel insigne. Faudrait quand même pas qu'en plus de tout nous soyons obligés de vous prendre au sérieux!

Aujourd'hui, c'est au tour de Perben de revenir sur la scène avec sa loi. Déjà que nous faisons que peu de compliments à notre justice bourgeoise, la voilà clairement orientée vers le tout répressif. Le pouvoir de l'accusation augmente de manière considérable avec ce projet. La présomption d'innocence prend l'eau, les procureurs et les services policiers quant à eux exultent de joie. « Plaidons coupable! » qu'ils nous disent. C'est qu'il ne faudrait pas encombrer les couloirs du Palais. Ceux de la prison, par contre, personne ne semble s'en soucier. C'est vrai que, derrière les murs, peu importe ce qui s'y passe pourvu qu'on y brise loin des yeux du brave citoyen.

Une des règles de nos temps post-modernes est d'ailleurs peut-être là. Garantir à notre brave citoyen une vie sans encombre: naître soumis, mourir soumis... Que l'on vienne pas toucher à ton os que tu ronges fièrement: tu l'as mérité au prix de ta sueur d'esclave. Tous les moyens sont bons tant que l'on vienne pas troubler ta tranquillité. Ta collègue se fait harceler au boulot. Peu importe, cela ne se passe pas dans ton bureau. La copine de ta fille ne peut plus aller à l'école. Peu importe, ta fille, elle, n'est pas voilée et a de bonnes notes. Fodé, ton pote avec qui tu prenais ton jaune sur le marché, s'est fait contrôler un dimanche et tu ne l'as plus revu. Peu importe, il était louche quand même. Mais t'étonnes pas si à ton cou tu vois une laisse.

Même les joints ont un goût fade, de l'ordre du pathétique. Qu'il serait doux d'aller bati-foler le long des écluses et partager l'ivresse des bohémiens, comme chantait l'autre. Mais là encore, ce temps, s'il a existé, est révolu. Les caravanes des tziganes sont à chercher plutôt du côté des terrains à l'abandon sous les bretelles d'autoroutes.

Justhom

Face aux innombrables difficultés générées par ce gouvernement de classe, celui-ci n'a qu'une parade: faire voter une loi.

C'EST MATTÉI qui propose une loi pour lutter contre les problèmes de pollution (légionnellose).

C'est Chirac qui veut, avec les partenaires dits « sociaux », faire voter une grande loi de mobilisation pour l'emploi.

C'est encore Mattéi qui concocte une loi pour réformer la Sécurité sociale.

C'est Perben qui propose, lui aussi, une grande loi sur le divorce.

Après la loi Fillon sur la réforme des retraites et la loi Sarkozy/Perben sur la sécurité, c'est maintenant Ferry qui y va de la sienne, avec une loi sur la laïcité.

Quel aveu d'impuissance! Veulent-ils simplement se rassurer ou tout simplement mettre au pas les citoyens trop encombrants ou gênants?

À ce jeu de l'oie (lois), il sera très difficile d'éviter la sanction, le bannissement, l'expulsion, la prison.

La loi appelle la répression, les atteintes aux libertés individuelles. Elle ne règle jamais les problèmes de fonds. Bien au contraire, la loi est faite pour protéger les possédants, l'État; elle est au service des capitalistes et toujours autoritaire.

N'est-ce pas certains sénateurs qui proposent, au sujet du projet de loi sur le port du voile, de légiférer en même temps sur l'interdiction de tous signes religieux, mais aussi politiques, et pourquoi pas physiques (barbes, tatouages etc.)? Et pourquoi pas le retour de l'uniforme à l'école, pour so-disant supprimer les différences?

L'État se sert des différentes religions, elles sont les relais importants, car elles opèrent sur l'intelligence, maintiennent

l'individu dans l'obscurantisme, l'ignorance, le fatalisme; elles empêchent la prise de conscience, prêchent la résignation.

Et le port du voile à l'école, au bureau ou dans la rue n'est, en fait, que l'expression de l'aliénation de la femme et la réduit à l'état d'objet et de désir sexuel (C. Djavann, *Bas les voiles*).

Pendant que l'on discute sur le port ou non du voile, l'État évacue le débat fondamental sur le devenir de l'Éducation Nationale. Foulards, bandeaux, serre-tête etc. sont le cache-sexe d'un enseignement qui se barre en quenouille, d'un enseignement livré au privé, au patronat et à la loi du profit.

Ce n'est pas une loi qui réglera le problème de l'égalité entre hommes et femmes, mais bien la prise de conscience de ces mêmes hommes et femmes qui brisera l'oppression et permettra l'émancipation de l'individu, sans s'attirer de sanctions de la part des pouvoirs politiques, religieux et du patronat.

Ce n'est pas ce salarié de la SAGEM en Seine-Maritime qui me contredira, lui qui a été licencié, parce qu'il venait travailler en bermuda! Le comble du « raffinement », c'est qu'aujourd'hui, son entreprise l'attaque aux Prud'hommes et demande des dédommagements pour préjudice. Quelle hypocrisie!

N'est-ce pas le pouvoir, l'État qui bafoue en permanence la loi sur la séparation de l'Église et de l'État: les conseillers régionaux, les conseillers généraux, les maires prennent néanmoins en charge les bâtiments des écoles, des collèges, des *suite page 4*

Informations brèves et décousues sur les **migrations**

Bush et les clandestins

Une grande opération de régularisation n'est pas forcément le signe d'un intérêt pour l'humanité. Quand George W Bush annonce une « légalisation » des travailleurs, ce n'est pas comme il le prétend pour « faire de l'Amérique un pays plus généreux, plus humain », mais surtout « plus fort ». Au moins, il y a l'aveu qu'avec 8 millions de clandestins dont la moitié de Mexicains, « le système ne marche pas ».

Bush propose donc à ceux-ci la possibilité d'accéder à un statut légal. Mais ce statut légal sera temporaire pour ne durer que trois ans, éventuellement renouvelables, et « aura une fin » selon les mots de Bush. L'administration Bush veut à l'issue de ces trois ans « inciter » ces personnes à rentrer dans leur pays d'origine, le but étant aussi « d'éviter de figer aux États-Unis des populations piégées par l'illégalité de leur séjour ».

L'intérêt pour les États-Unis est multiple : fournir des travailleurs plus stables, donc plus productifs aux entreprises (notamment celles de la restauration, du bâtiment et de l'agriculture), mais permettre en contrepartie à l'État de contrôler ces étrangers en les fichant. Un intérêt immédiat pour Bush est aussi de s'octroyer la sympathie de la forte minorité hispanophone dans la perspective des prochaines élections américaines.

Quelques heures après le discours de Bush, des clandestins hispaniques de Californie se déclaraient déçus, résignés à l'idée de demeurer discrets. Il n'est pas certain que beaucoup acceptent de troquer leur clandestinité pour un statut temporaire.

Sources : Libération et dépêche AFP du 8 janvier 2004, la Croix du 9 janvier 2004.

Sarkozy en Chine

C'est à un échange de bons procédés répressifs auquel nous allons assister. Pour Sarkozy, vive la coopération internationale des policiers. Chacun de ses voyages est consacré à la lutte contre l'immigration clandestine et la criminalité organisée, les deux termes étant systématiquement associés. Celui qu'il a fait en Chine début janvier ne fait pas exception. Ainsi, suite à l'accord signé à Pékin, il y aura donc des policiers français dans les aéroports de Pékin et de Shanghai et des policiers chinois à Roissy-Charles-de-Gaulle.

Allumettes suédoises

TROIS cocktails Molotov ont été jeté sur la Maison de Joe Hill, à Gävle, en Suède, dimanche 18 janvier au matin. L'immeuble abrite le Musée Joe Hill – chanteur, syndicaliste, et agitateur célèbre né ici – et un bureau du syndicat suédois Sac. Miraculeusement, le feu s'est éteint et la plupart des dégâts ont été causés par la fumée. Ce quartier de Gävle est ancien et la plupart des maisons sont construites en bois et sont mitoyennes. Un réel incendie aurait été une catastrophe pour l'ensemble du quartier en moins de deux minutes.

Le site nazi Info-14 a fait paraître une revendication de l'attaque et dit qu'il y aurait d'autres attaques contre des syndicalistes.

Il ne s'agit pas de la première attaque nazie ce mois-ci. Le 20 décembre, des fenêtres de la Maison de Joe Hill ont été brisées. Le 21 décembre, des nazis ont attaqué un meeting au local de la fédération locale de Malmö. Un drapeau du syndicat a été volé. Le 23, des fenêtres ont été brisées au local de la fédération locale de Sandviken, une petite ville proche de Gävle. Le 25, les fenêtres ont été brisées au local de la fédération locale de Gothenburg et le soir du nouvel an les locaux

ont été attaqués avec un feu d'artifice, mais l'incendie s'est éteint et les dégâts ont été limités. D'autre part, le mouvement travailliste a également été attaqué, et par ailleurs des militants de gauche ont fait l'objet de menaces et de violences.

La plupart de ces attaques sont dirigées contre des syndicalistes et il semble qu'une campagne contre notre syndicat soit organisée par des nazis proches des meurtriers de Björn Söderberg. La police ne prend pas au sérieux les menaces de l'extrême droite. Le 6 décembre, près de 2000 nazis et fascistes ont défilé à Salem, une banlieue de Stockholm. Il s'agissait de la plus importante manifestation nazie en Suède depuis la seconde guerre mondiale. La police a attaqué brutalement une manifestation antifasciste le même jour et de nombreuses personnes ont été blessées. Les partis politiques d'extrême droite ont réalisés une percée lors des dernières élections législatives en septembre 2002. Nous devons tous être inquiets de la montée de cette violence et de ce terrorisme d'extrême droite.

Lars Hammberg

secrétaire général de la Sac

La grande braderie

suite de la page 3

lycées privés, ainsi que les églises. Certains frais d'enseignement et salaires d'enseignants du secteur privé sont également financés par les deniers publics.

N'est-ce pas en 1996 que le Conseil général du Morbihan (avec un représentant communiste) a versé une subvention à l'église pour financer la venue de Jean-Paul « la branlette » à Saint-Anne-d'Auray ? Bas les masques !

Au nom de la loi, l'État tente d'emprisonner l'individu, de le maintenir sous sa dépendance.

Au nom de la loi, l'État impose toute son autorité et justifie la répression.

Au nom de la loi, l'État protège les « puissants », une minorité contre une majorité.

Au nom de la loi, l'État instaure la misère, la pauvreté, la précarité.

Il est urgent de désobéir aux lois. Militons pour que chacun prenne conscience de sa force, de son pouvoir et décide de sa destinée sans subir l'oppression. La loi n'a jamais rendu ceux qui la créent, plus justes ; bien au contraire, ils se font les porteurs de l'injustice. J.

Copinage

Une nouvelle revue a vu le jour à Besançon : Charivari, journal fondé par Maki Vari (association franco-malgache). Le n° 7 de la revue a pour dossier central les « Retraites ou le conte de la poule aux œufs d'or revisité ». C'est autour de la revue et de ce thème que les rédacteurs sont venus débattre à la librairie du groupe Proudhon de la FA, L'Autodidacte. Un éclairage général, global, sur une situation nationale vécue il y a peu, et un combat perdu qui en annonce d'autres à venir. Au sommaire de ce numéro, le monopole éditorial du groupe Lagardère, l'autogestion des mines de Tower Colliery, la privatisation des universités, un voyage au Guatemala, des brèves et des infos. Abonnement pour 3 n° : 7,50 euros – soutien 15 euros ; pour 6 n° : 15 euros – soutien 30 euros. Charivari, 63, rue Battant, 25000 Besançon ; charivari@no-log.org

Les antipubs devant le Tribunal

La RATP et Métrobus réclament 980 000 euros en justice aux activistes antipublicitaires du métro parisien. Une conférence de presse a permis, le 27 janvier, de faire le point. En voici le texte.

UNE VAGUE de désobéissance civile touche Paris depuis octobre 2003 et s'est étendue aux principales villes de France. Un appel public a été relayé sur le site Stoppub pour s'attaquer à la publicité (stoppub.ouvaton.org dans un premier temps, puis www.stoppub.tk). Principe: recouvrir les affiches, faire une croix noire, s'exprimer... Dans un cadre de non-violence et d'action joyeuse et assumée, des personnes sont venues spontanément de tout horizon: précaires, intermittents, étudiants, antipub ainsi que des professions de la fonction publique ou tout simplement des citoyens concernés.

17 octobre 2003: 300 personnes se présentent aux sept lieux de rendez vous proposés à Paris. Les publicités 4x3 (quatre mètres sur trois mètres) du métro parisien sont couvertes sur la quasi-totalité des lignes. Métrobus, la régie publicitaire de la RATP, filiale du groupe publicitaire Publicis porte plainte contre X. Elle assigne notamment l'hébergeur du site, Ouvaton, pour obtenir le nom des responsables.

7 novembre 2003: nouvelle action sur sept rendez vous: 600 personnes investissent le métro parisien. Plusieurs villes de France continuent d'emboîter le pas. Les médias sont intrigués car il n'y a pas de chef, pas de porte-parole, pas d'organisation ni d'association, encore moins de centralisation ou de structure pyramidale. En fait chaque participant, responsable de ses actes, peut s'exprimer en son nom propre.

28 novembre 2003: troisième action. Métrobus a mis en place de gros moyens pour contrer cette nouvelle offensive. Près de mille personnes viendront... 276 interpellations exactement ont lieu alors que l'action n'est pas commencée. En France, plus d'un quinzaine de villes ont agi...

19 décembre 2003: Malgré la pression, Paris réussira à faire l'action en mobilisant 500

personnes. À ce stade là, différents groupes autonomes se sont déjà constitués et des citoyens agissent en toute indépendance.

Deuxième quinzaine de janvier 2004: Métrobus attaque assigne soixante personnes au « civil » en faisant valoir un préjudice de 980 000 euros et souhaite une condamnation in solidum. Elles sont assignées devant le Tribunal de grande instance de Paris, en première chambre. Utilisant la procédure « rapide », le procès aura lieu le 10 mars 2004. Les 60 participants présumés sont censés avoir eu au cours des actions un procès verbal pour graffiti et/ou dégradation d'affiches, excepté les deux personnes dont les coordonnées ont été transmises par l'hébergeur Ouvaton qui a mis en ligne le texte d'appel et mis en route le premier site.

Toujours à la recherche de boucs émissaires, espérant débusquer une organisation, Métrobus use de son puissant arsenal juridique et financier. La régie publicitaire s'attaque à des citoyens isolés qui ont décidé d'agir puisque les recours légaux et d'usage restent invariablement sans suite. Au lieu de remettre en cause son artillerie publicitaire, la régie s'entête ne mettant en avant que ses éventuels dommages économiques, qui restent à démontrer. Il est vrai que le marché de la publicité était déjà effondré en 2003, et que les usagers du métro tentent autant qu'ils peuvent de faire abstraction du matraquage publicitaire. Aujourd'hui, des centaines de personnes se sont investies, faisant le choix de se mettre délibérément en porte-à-faux avec la légalité.

En essayant de casser mécaniquement ce mouvement spontané et non-violent, la RATP refuse de se recentrer sur son rôle de service public et Métrobus refuse de voir les véritables enjeux démocratiques que bafoue le système publicitaire.

Informations brèves et décousues sur les migrations (suite)

Sarkozy a parlé des droits de l'homme au président chinois, mais juste pour la forme. Car le résultat de ce voyage est forcément un coup porté à ces droits humains. Supposons un instant que des Chinois dissidents ou des Tibétains viennent en France (munis de faux ou de vrais papiers) pour y demander l'asile et se retrouvent à Roissy face à des policiers chinois: il semble évident que ceux-ci vont tout faire pour qu'ils soient renvoyés en Chine, où ils risquent de se retrouver en prison et torturés. Plus Sarkozy voyage, plus la libre circulation et le droit d'asile sont en danger. Il faut donc empêcher Sarkozy de voyager.

Fillon et le dossier de l'intégration
Pendant que Sarkozy se promène, François Fillon, ministre des Affaires sociales, cherche à reprendre la main sur certains dossiers, comme celui de l'intégration, que Sarko cherche à lui piquer. En décembre, Fillon a défendu le contrat d'accueil et d'intégration, expérimenté depuis six mois dans douze départements.

Ce contrat, basé sur le volontariat, donne droit à une formation linguistique de 500 heures, à une journée de formation civique et à un accompagnement social « personnalisé ». Quelque 3 500 étrangers l'ont déjà signé en 2003, mais sa lourdeur, les contraintes de temps (comment consacrer 500 heures quand on travaille?) et les carences budgétaires vont entraver sa montée en puissance.

En face de ce contrat d'intégration, qui ne concerne que les immigrés nouveaux entrés légalement en France et dont le fondement est surtout moral et symbolique, pèsent les discriminations que vivent les populations d'origine étrangère: en bon libéraux, Fillon et Raffarin en appellent aux entreprises: « Il faut inciter les entreprises à intégrer le plus possible, le mieux possible les Français issus de l'intégration » (sic!) (cf. les échos du 8 décembre 2003). Et Raffarin d'ajouter que « l'État doit donner l'exemple en matière de recrutement ».

Vœux pieux quand on sait que les entreprises privées et les services publics diminuent leurs effectifs. Vœux pieux aussi quand on entend du même gouvernement des discours musclés contre l'immigration clandestine et contre les « sauvagions »: ces discours sont entendus 5 sur 5 par la frange la plus raciste de l'électorat, qui en redemande et votera encore FN puisque ça apporte des résultats allant dans ce sens. Et si le problème de l'intégration, c'était surtout les Français?

Nucléaire, populations en danger
Ce sujet semble ne pas entrer directement dans le cadre de cette rubrique.

Cependant, il est des aspects qui méritent notre attention. Ainsi, le minerai d'uranium qui sert de combustible aux centrales nucléaires est extrait au Niger par le groupe Areva/Cogema. L'association Aghir In'Man, créée dans la ville minière d'Arlit (80 000 habitants), soutenue par la Criirad (commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité), dénonce un certain nombre d'effets de l'exploitation du gisement d'uranium : démanagements, pathologies respiratoires et ophtalmologiques sont signalées par les habitants. Seuls deux décès par cancer ont été enregistrés officiellement, alors que les témoignages font état de cas bien plus nombreux.

La Cominak (filiale de la Cogema) dément que ces maladies soient liées à l'exploitation d'uranium et se couvre derrière un label ISO 14 001, norme de contrôle très rigoureuse, « que même en France peu d'entreprises respectent ». La Criirad a néanmoins pointé un certain nombre d'insuffisances en terme de confinement des poussières radioactives et s'inquiète de la possible contamination des eaux souterraines, la population locale étant très mal informée des dangers de la radioactivité.

Cela repose la question de l'accueil de personnes étrangères développant des pathologies graves : dans le cas présent, ça serait particulièrement justice, ces mines n'ayant d'intérêt que pour l'industrie française.

Source : le Monde du 23 décembre 2003

Hervé
groupe FA de Nantes



Coupables ?

EN DÉCEMBRE 1996, Philippe Boubet procède ordinairement à un acte ordinaire de sa vie professionnelle d'instituteur : préparer du matériel pour la classe de neige de la rentrée suivante. Il fait beau, il y a du soleil, la fenêtre de la classe est ouverte.

Et c'est le drame. Une enfant va passer par la fenêtre et se fracasser quelques mètres plus bas. L'émotion est immense. Aussi bien pour Philippe que pour les parents.

Plusieurs années plus tard, le verdict tombera et Philippe sera condamné à cinq mois de prison avec sursis et quelques milliers d'euros d'amende pour homicide involontaire.

Verdict scandaleux qui n'atténue pas les douleurs. Faut-il placer un flic derrière chaque élève ? Ne faut-il plus se tourner au tableau, faut-il que les classes se déroulent

dans des bulles aseptisées à atmosphère contrôlée ? Faut-il enfin que les instits soient d'heureux veinards pour qu'il ne se passe rien en classe ou que les juges ne se soient levés du pied gauche ? Autant de questions pour cette population d'enseignants qui est passée dans nos banlieues du statut de hussards de la République à celui de machine à apprendre. L'administration se délecte d'appeler parfois les parents d'élèves, les géniteurs d'apprenants. Et pour les instits t'as une idée ?

Un des ses amis lui a écrit un texte émouvant. C'est celui-ci que nous vous proposons. Rendez-vous dans quelques mois pour le jugement en appel.

Jipé

COUPABLE ONT-ILS DIT ! COUPABLE !

Alors je le suis, nous le sommes aussi !
Coupables de vouloir que nos élèves puissent vivre l'école de la meilleure manière possible,
COUPABLES de tout faire pour que les droits des enfants ne se déclinent pas seulement en droits et devoirs,
COUPABLES de vouloir que ces Droits de l'enfant soient des valeurs universelles à l'égal de ceux de l'Homme,
COUPABLES de vouloir former et non instruire de futurs adultes et non des « citoyens » sans esprit critique,
COUPABLES de vouloir que nos élèves puissent se révolter face aux injustices,
COUPABLES de vouloir faire comprendre qu'une loi si elle est inique doit être transgressée,
COUPABLES de vouloir former des enfants capables d'écouter l'autre,
COUPABLES de vouloir rendre ces enfants capables de comprendre l'autre et ses points de vue s'ils sont différents de lui,
COUPABLES de penser que l'enseignant doit perdre un peu de son pouvoir, qu'il ne soit plus dans sa classe omnipotent et omniscient, qu'il ne soit plus exclusivement le tuteur de ses élèves, dispensateur de savoirs mais qu'il devienne alors le médiateur entre les élèves et les savoirs,
COUPABLES de croire en l'autonomie des élèves, en leur liberté,
Coupables de vouloir faire de l'école un lieu démocratique et non pas un îlot hors de la Société,
COUPABLES de vouloir faire de la classe un lieu de vie.

Mais elle est devenue un lieu de mort parce que l'imprévisible, l'inconcevable est survenu, et ils t'ont rendu coupable de cela!!!! Et là tout s'écroule, tout...
En revoyant depuis ta condamnation le fil de ma carrière, ce que j'ai voulu faire, ce que j'ai voulu enseigner, ce pourquoi je suis devenu formateur, je me suis rendu compte que la différence entre toi et moi c'est que j'ai simplement eu de la chance.
De la chance, à chaque sortie dans la ville avec une classe
De la chance en classe de découverte, en mer, à la voile
De la chance à chaque moment d'éducation physique
De la chance en classe, quel que soit le moment, leçons, ateliers, jeux, fêtes, travaux personnels...
De la chance à chaque seconde de ma vie d'enseignant
Alors, Philippe, à travers tes démêlés avec la justice des hommes, je me suis identifié à ton combat.
Ton combat est juste et tu as su, et avec quelle force, quelle énergie nous le faire saisir...
C'est de l'admiration que j'éprouve, pour cette faculté de penser à l'autre, au métier, aux parents de Sarah depuis sa mort...
Admiration pour tes facultés d'analyse de cette situation, pour avoir su nous mobiliser parce que ce combat qui est le tien est aussi le notre !
COURAGE !

JCR

Quand l'autruche éternue...

Docteur j'abuse

« Nous sommes le seul pays au monde à pouvoir nous faire rembourser 24 électrocardiogrammes par jour. »

Douste-Blazy, médecin.

Tu fais quoi aujourd'hui? Oh, je crois que je vais me contenter d'une vingtaine de fibroscopies, et encore, c'est juste pour le fun. Et toi? Franchement je suis crevé, après les douze ponctions lombaires que je me suis offertes hier, ce soir je fais mollo: six ou sept scanners, et au lit.

Précurseur

« J'ai été le premier élu français à présenter à la députation un Arabe. » Le Pen, le père.

Une erreur de jeunesse, sans doute. Afin de se racheter, Le Pen a promis d'attendre 2078 avant de présenter un nègre ou un niakoué.

Cécilia S. et Jean-François: roman-photo.

(Résumé: Alors que Jean-François s'appretait à coucher Cécilia sur sa liste, dans un ultime sursaut de lucidité elle s'y refuse...).

« Je ne te cache pas d'avoir été tentée de faire campagne à tes côtés. Mais je ne peux le faire au détriment de ce qui compte le plus pour moi: ma famille. Nos enfants pâtiraient trop d'un début de carrière de leur maman. » Cécilia Sarkozy, extrait de sa lettre à Copé.

Il devrait comprendre, Jean-François, que leur liaison est impossible: elle a un mari, Cécilia, même si elle ne le voit pas beaucoup, et elle a des enfants. Si jamais elle devait un jour se mettre à, comment dit-on?... travailler, les pauvres petits anges ne s'en remettraient pas! Mais Jean-François comprend. C'est un homme de terrain qui laboure, la campagne, il sait que dans les banlieues errent quantités d'enfants livrés à eux-mêmes par des mères profitant du fait d'être caissières pour ne pas s'en occuper. Cécilia devrait-elle, par pure ambition personnelle, mettre ainsi sa progéniture en danger? Non, trois fois non! Ainsi renonce-t-elle, la mort dans l'âme, à figurer sur une liste que les sondages donnent perdante, à affronter une élection qui ne serait pas gagnée d'avance, à mettre en péril sa future big carrière de maire de Neuilly, là au moins c'est du garanti, c'est du 100 % Sarkozy!

Des limites de l'astrologie, même chinoise.

« Le 21 janvier, ne l'oubliez pas, c'est le réveillon chinois. Donc, le 22 janvier, je serai content de commencer l'année du singe et de sortir de l'année de la chèvre. » Bédier, en examen.

Nous, on aimerait te voir passer l'année du rat, celle du serpent, celle du porc et celle du vautour dans une des géôles dont tu as, de ton petit ministère, ordonné l'édification. Pour l'heure nous nous contenterons de te laisser méditer ce proverbe sino-franc-comtois: l'homme heureux n'a pas de chemise.

Enfin la mixité sociale!

« Nous aurons cette année deux consultations électorales. Prenez votre place dans la cité! » Ernest-Antoine, face aux patrons.

Ça tombe bien, dans ma cité, y'a des places à prendre, les patrons. Allez, quoi, approchez, mes potes et moi, promis, on vous cognera pas tout de suite. On vous laissera nous raconter l'économie de marché, le dow jones qui vous oblige à licencier nos pères, le CAC40 qui vous contraint à exploiter nos mères, et que dans la vie faut en chier et qu'il vaut mieux bosser pour un salaire de merde plutôt que de glander dans le quartier, les conneries habituelles, quoi... Après, on vous demandera combien vous touchez, vous, et comment vous en avez chié, et ce que faisaient vos pères. Ah oui ça, forcément, quelques nez risquent de saigner.

Frédo Ladrissse.

Sources: Europe 1, France 3, Libération, le Parisien, Télé Poche, Tiercé Magazine.

... c'est toute la jungle qui s'enrhume



Éducs, pas indics

ENVIRON 800 PERSONNES déterminées ont manifesté vendredi 16 janvier dans les rues de Chambéry pour montrer leur opposition totale au protocole signé entre l'Association départementale savoyarde de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ADSSEA) et le conseil général de la Savoie, la gendarmerie, le préfet et le procureur.

Des éducateurs de toute la France sont venus soutenir leurs collègues éducateurs de rue à Chambéry, refuser en bloc cette injonction à la délation que leur impose ce protocole, et informer la population sur cette situation.

En effet, ce protocole, signé le 21 novembre 2003, prévoit une collaboration active entre les éducateurs de rue et les forces de l'ordre. Cette collaboration se traduirait concrètement par le signalement à la police des jeunes et de leurs actes. L'application de ce protocole rend tout simplement impossible leur travail.

« En effet, en tant qu'éducateurs, nous devons être les garants, dans la rue, d'un espace de dialogue où le jeune, quelle que soit sa situation, peut parler à un adulte en qui il a confiance et qui n'est là ni pour le juger ni pour légitimer ses comportements, mais pour entendre l'amorce d'une demande d'aide et de changement. Comment imaginer un jeune en difficulté ou en risque de délinquance, parler ou se confier à un éducateur sachant que celui-ci peut en référer à la police? » (Extrait de la pétition des éducateurs de rue de l'ADSSEA).

D'autres protocoles de ce type ont déjà été signés à Arras, Angoulême, Orléans. Ces protocoles expérimentaux sont un avant-goût du projet de loi contre la délinquance, présenté fin janvier, qui prévoit que les travailleurs sociaux aient pour mission d'indiquer aux autorités « les enfants et les familles qui présenteraient des problèmes d'ordre sécuritaire ».

Tous les travailleurs sociaux sont donc directement concernés et risquent de devenir, de fait, des indics de la police. C'est une véritable instrumentalisation de l'action sociale par la police qui se profile.

Bien sûr, tout cela va dans le sens des dernières lois sécuritaires, des conseils locaux de sécurité de Chevènement à la loi sur la sécurité quotidienne de Vaillant, qui préfigurait celle de Sarkozy sur la sécurité intérieure: criminalisation de la pauvreté, contrôle social et fichage des populations, omnipotence de la police.

Fred

groupe Acratie, Chambéry

L'enjeu du congrès Force ouvrière

ÉMILE POUGET, secrétaire général adjoint de la CGT, écrivait dans son *Almanach du Père Peinard* en 1898 : « Ils se fichent le doigt dans l'œil, ceux qui prétendent que les anarchistes ne sont pas conséquents avec leurs idées lorsque, tout en repoussant la putainerie électorale, font partie du syndicat de leur corporation. » Car le syndicat « c'est d'abord le point de rendez-vous des exploités qui commencent à se rebiffer sous le joug patronal [...] Certes il y a une tapée de critiques à formuler contre les chambres syndicales [...] C'est aux copains d'en faire, autant qu'il est possible dans le milieu actuel, des groupements libertaires. »

Maurice Joyeux, militant de la Fédération anarchiste et, sur le plan syndical, de Force ouvrière, s'inscrivait dans la même logique quand il écrivait, trois quarts de siècle plus tard dans son livre *L'Anarchie et la société moderne* : « Le syndicalisme et sa pratique maintiennent les militants dans les réalités concrètes de l'économie. » C'est pour cela que l'organisation révolutionnaire doit « de toutes ses forces contribuer à son maintien. Elle doit veiller à ce qu'il conserve son caractère fédéraliste, ou tout au moins ce qu'il en reste ; elle doit protéger la liberté d'expression dans l'organisation. »

En 2004, la problématique n'est pas fondamentalement différente pour la plupart des militants anarchistes organisés : solidaires des catégories dont les intérêts s'opposent au système capitaliste, ils participent en toute logique à la lutte des salariés contre l'exploitation. Ils sont en conséquence engagés dans l'action syndicale (licenciements, salaires, conditions de travail, retraites, sécurité sociale, statuts, etc.), persuadés que ces revendications, étant données leur profondeur et leur étendue géographique, poseront tôt ou tard le problème de fond de l'économie de marché ; tant il est vrai que si la révolution doit se réaliser elle sera l'œuvre de la multitude de travailleurs, précaires, chômeurs, etc. qui auront épuisé toutes les possibilités du réformisme.

Encore faut-il pour une telle perspective que les syndicats ne soient pas totalement intégrés dans les structures institutionnelles. Et pour cela, la bagarre pour le respect des mandats et du fédéralisme est plus que jamais fondamentale.

C'est dans ce contexte que le congrès de FO va se tenir du 2 au 6 février prochain, avec plusieurs milliers de délégués, porteurs des mandats de leur syndicat de base sans que statutairement l'appareil ne puisse en quoi que ce soit trier ou écarter tel ou tel. Ce qui donne au congrès Force ouvrière une atmosphère un peu particulière où de nombreux intervenants à la tribune échappent à la langue de bois. Certains commentateurs extérieurs parlent, de manière un peu méprisante, d'assemblée souvent

« anarchique ». En fait, on y retrouve simplement encore un peu de l'héritage libertaire.

Nous l'avions déjà indiqué dans un précédent article concernant la succession de Marc Blondel, le choix de la raison se portait sur la candidature de Jean-Claude Mailly. Cette question est désormais, vu le retrait de la candidature de Jean-Claude Mallet, dépassée. Les problèmes ne sont pas pour autant tous réglés. Du point de vue tout d'abord des instances confédérales (commission exécutive, bureau), quelle sera leur composition qui inéluctablement déterminera une part importante de la capacité d'action de la confédération ? La question essentielle pour Force ouvrière dans les mois et années à venir est en effet la question du maintien de son indépendance. La confédération Force ouvrière actuelle, malgré parfois ses attermolements, hésitations, reculs, ne peut pas rentrer dans le schéma gouvernemental et patronal. Il n'y a qu'à voir la haine incroyable que suscite la confédération dans les médias aux ordres pour s'en persuader. L'objectif est pour le pouvoir d'aboutir à terme sinon à une seule confédération dite représentative, du moins à un « syndicalisme rassemblé » en l'occurrence celui de la CGT et de la CFDT. Thibaut s'inscrit totalement dans cette logique, d'où les transferts négociés de militants entre les deux organisations.

De même la loi Fillon sur le « dialogue social » qui détruit le principe de faveur qui voulait qu'il n'y ait pas de possibilité de conclure un accord d'entreprise, fut-il majoritaire, en deçà de la convention de branche et introduit la notion d'accord majoritaire, rentre dans cette perspective de syndicalisme rassemblé.

Les pressions sont donc considérables et la tentation est grande pour certains membres de l'appareil de FO, dont ses structures les plus conciliantes pour le pouvoir, de tout faire pour que FO s'inscrive aussi dans cette logique sur la base de l'argument : soit on s'intègre dans ce processus, soit on disparaît à terme (disparition du jeu institutionnel s'entend).

L'enjeu du prochain congrès est donc bien pour les milliers de délégués de base d'imposer clairement une orientation de lutte et d'indépendance. Et cela fait, il restera encore à imposer le respect des mandats à tous les niveaux. Et chacun sait que c'est une bagarre permanente sur le terrain... L'enjeu est considérable. Il est déjà loin d'être facile (on l'a vu en 1995 et en 2003), avec une confédération FO pas trop mal orientée, d'organiser la résistance sociale. On imagine la difficulté supplémentaire avec une confédération Force ouvrière totalement intégrée.

«La question essentielle pour Force ouvrière dans les mois et années à venir est celle du maintien de son indépendance.»

Samuel



Picasso, *Mère enfant mort*

Pour qui sonne le glas ?

Anne Vernet

LA RELIGION (voile, croix, kippa) et la mort « ostensible » (battage autour de l'euthanasie et des deuils collectifs médiatisés à outrance) qui monopolisent actuellement le débat public ne sont pas appelées à l'avant-scène par hasard, avant un printemps qui menace d'être chaud. Le voici « refroidi » d'avance.

Passons sur l'exhibition des filles « voilées », sachant que ce qui retourne un voile en viol est plus ténu que les trois lettres du mot loi. Les « signes religieux ostensibles » ont pour principal objectif de proscrire les signes ostensibles politiques tels que tracts, AG et grèves (on attendra longtemps que les « signes ostensibles » de la marchandise toute-puissante, marques, logos, etc., soient eux aussi interdits).

Passons sur le procès Imbert, qui consomme la guignolade française: que l'État, la justice et leur bras policier, dûment prévenus du « méfait », se retrouvent coupables, selon leur propre logique légale, de non-assistance à personne en danger mais prétendent juger et exécuter quand même, que la nécessité du droit à l'interruption volontaire de la vie (euphémisme pour ne pas dire « suicide assisté », comme IVG fait plus propre qu'« avortement ») se pose en termes aussi pudibonds que mensongers d'une « loi sur

l'euthanasie »¹, voilà qui signe la monstrueuse hypocrisie dans laquelle s'ouvre un débat vicié.

Car il est parfaitement clair qu'une société respectant la liberté, pour chacun, « d'en finir » avec sa propre vie ne saurait conserver le moindre achoppement pour contraindre qui que ce soit à l'exploitation « consentie » et à la servitude volontaire. Pour que l'aliénation subsiste, il faut bien avant tout que chacun soit « obligé » de vivre et, partant, logique ubuesque du système oblige, obligé de la « gagner », sa vie.

La question est donc bien toujours, dans ces grands débats démocratiques organisés comme preuve de la bienveillance de l'ordre, celle avant tout de la manipulation du langage, de la programmation calculée de la confusion et du brouillage des concepts. Quel espace investir, où nous puissions encore « opposer la force de nos mots à celle du monde, car celui qui construit des prisons s'exprime moins bien que celui qui bâtit la liberté »²? Seuls se font entendre ceux qui construisent les prisons: ils ordonnent le débat, le discours, le vocabulaire, imposent partout le référent carcéral.

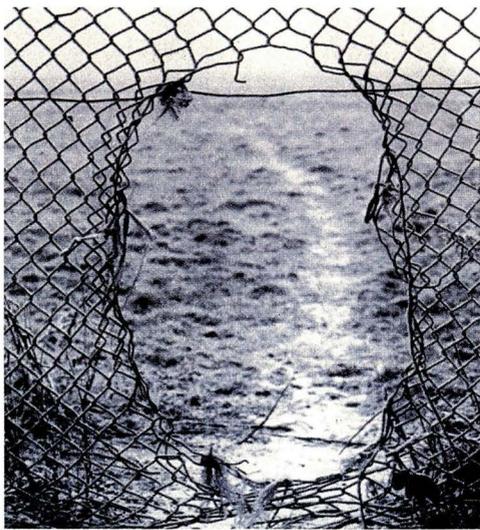
Car entendez-les bien: oui, ils s'expriment mal, ne pouvant exprimer que ce qu'ils

sont, ce qu'ils pensent et ce qu'ils font: l'aliénation, pariant sur l'ignorance et l'illettrisme qu'ils ont favorisés.

Passons sur l'offensive de légiférer les pratiques psychothérapeutiques menée au motif de la lutte contre les sectes mais qui vise à conjurer la menace qui s'annonce: la mise en cause du système capitaliste, de sa science économique et de son désordre social³ par les dernières avancées de la médecine psychiatrique, de la psychanalyse et leur refus de « l'homme clôturé ».

Au-delà d'une simple visée propagandiste, est à l'œuvre une entreprise autrement dangereuse de « programmation neuro-linguistique » collective⁴, qui tente de réifier ce qui fait le référent du sacré dans toute société humaine: la mortalité qui nous fonde. L'entreprise se mène à travers l'instrumentalisation de ce que la psychanalyse appelle le « travail du deuil ». Corollaire indispensable de cette réification: le matraquage constant d'un retour au religieux qui spolie chacun du droit d'affronter sa liberté à sa propre mortalité et d'en construire sa propre réponse.

J'avoue avoir quelque peine à écrire cet article, tant je suis au bord de la nausée devant l'assommoir médiatique assénant sans relâche, dans la plus répugnante obscénité, son exal-



«Une société respectant la liberté, pour chacun, "d'en finir" avec sa propre vie ne saurait conserver le moindre achoppement pour contraindre qui que ce soit à l'exploitation "consentie" et à la servitude volontaire.»

tation du « deuil ». Un procès s'ouvre-t-il? Il faut aux « victimes » (pas les morts, les vivants) que la justice passe (entendez: paie) « pour qu'ils puissent commencer à faire leur deuil ». Un avion se crashe-t-il? Il faut aussitôt emmener les parents sur le lieu du drame, organiser une cérémonie « œcuménique » publique, et/ou que chacun d'eux soit indemnisé (et l'on chipote sur la valeur d'un mort français ou africain face à celle d'un mort anglais ou américain) « pour qu'ils puissent commencer à faire leur deuil ». Avant même que les personnes concernées soient informées de la catastrophe, les « cellules d'aide psychologique » sont déjà à pied d'œuvre pour accoucher au forceps la parole des endeuillés, « débriefing » le traumatisme « pour qu'ils commencent leur travail de deuil ». Que nombre de praticiens hurlent contre le procédé en dénonçant ses dangers: l'anticipation forcée niant la réactivité psychique, diverse selon les individus, à de tels traumatismes personnellement éprouvés, et le mépris total de la capacité de « résilience »⁵ autonome de chacun, ramenant chaque « victime » vivante à l'état de brebis perdue sans son berger, peu importe.

Écoutez bien: pas un reportage où la nécessité de « faire son deuil » ne soit systématiquement martelée. Perdues, les personnes endeuillées répètent docilement la formule, il faut bien n'est-ce pas quelque chose à quoi s'accrocher. Et « il faut parler ». Le communicateur Raffarin ne le sait-il donc pas? Ce qui nous est commun est incommunicable, et le deuil est précisément ce qui lie notre humanité commune. La dictature imbécile du dialogue obligatoire, l'obsession raffarinoise viole et interdit jusqu'au silence des cœurs déchirés: que vaut, alors, une parole?

Il n'y a de « voix » valables, pour le gouvernement Seillière, que muettes et dans les urnes. Funéraires de préférence.

N'importe quel analyste, analysé ou analysant, et n'importe qui ayant perdu un proche, sait bien à quel point le travail de deuil est difficile, et surtout – c'est précisément ce qui le caractérise dans sa difficulté – non négociable.

Il est, en outre, précisément impossible lorsqu'il s'agit de la mort d'un enfant – fût-il parvenu à l'âge adulte – pour un parent.

L'instrumentalisation du deuil tonitruée par les médias fidèles et suintant de « compassion » ne met pas seulement au bord de la nausée, ne donne pas seulement envie de hurler, elle est porteuse d'une incompressible violence, d'une absurdité radicalement obscène en ce qu'elle induit un partage traumatique collectif forcé.

Il y a aussi l'autre aspect de l'entreprise, son aspect symbolique, et la manière odieuse dont cette dimension est réifiée. Car cette insistance sur le deuil à faire n'induit-elle pas au fond qu'une fois ce travail « correctement » accompli (il le revalorise jusque-là, le travail, Raffarin?), les « victimes » n'auraient évidem-

ment plus légitimité de se révolter? s'en prendre à l'État, au pouvoir, aux intérêts des barons? Car faire son deuil c'est faire son deuil, n'est-ce pas, c'est-à-dire accepter la perte de l'objet.

Ce que les médias nous imposent donc, c'est « la vérité »: nous sommes dans une société où dorénavant la perte doit être acceptée. La loi capitaliste de la perte, en s'instaurant comme deuil et le supplantant, est ainsi sacralisée. Or, dès lors qu'il y a une cause objective, non naturelle, injustifiable, rationnelle et aveugle, qui s'appelle l'exploitation et le mépris, à la perte et à la mort des hommes, aucun travail de deuil ne peut être accompli. La seule manière « d'accepter » ces pertes-là, c'est de faire en sorte qu'il n'y ait jamais plus. Que ce soit révolu. Ce deuil à faire s'appelle révolution.

Bien d'autres questions se posent, qui éclairent encore la dimension sinistre de la mise en scène macabre: qu'en est-il du « travail de deuil », si nécessaire à faire, qu'ouvrirait aux réelles victimes endeuillées « et » blessées le procès de l'usine AZF? Qu'en est-il de celui des 15 000 morts « de chaud » de l'été dernier? Qu'en sera-t-il de celui des familles endeuillées par la légionellose?

En avait-on déjà « fait son deuil » de ces gens-là, les « vieux » étaient-ils donc déjà morts? Ne sont-ils pas de ceux que la mafia Seillière et les autres passent par pertes et profits (surtout par profits) et appellent « gens de trop » dans leur système? Aux orphelins des gens de trop, il ne reste plus qu'à faire au plus tôt leur deuil de la clique élue.

Voilà la résultante de la techno-communication mise au pouvoir pour servir le capital.

La dangerosité de la bêtise des manipulateurs est sans bornes. À jouer avec le feu, ils vont allumer des brasiers. À entretenir la terreur, ils sèment un terrorisme qui ne fera pas la révolution de l'intelligence. À détruire le langage, ils forcent la violence muette des actes. À prétendre domestiquer la mort qui nous sacre, ils signent l'arrêt de mort de leur classe. Ils sont stupides à en mourir. **A.V.**

1. « Euthanasie » signifie « mort sans souffrance ». L'euthanasie est donc la règle dans l'exercice médical, dont le devoir est de soulager la souffrance. En conséquence de quoi, la question n'est pas celle de l'euthanasie, mais bien celle du suicide assisté, de la mort volontaire. Mais cela ne peut être dit...

2. Stig Dagerman, *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier*.

3. Pour renvoyer à l'aphorisme d'Élisée Reclus, « L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre ».

4. La « programmation neuro-linguistique », ou PNL, outil de « formatage » de la personnalité initialement forgé par la scientologie, est devenue une pratique courante dans le management d'entreprise.

5. La « résilience » désigne la capacité psychique de surmonter un traumatisme en développant une espèce de « sentiment actif du temps » qui « résilie » en quelque sorte ce qui, dans le traumatisme, paralyse justement le désir, le mouvement et l'action de l'être en le bloquant sur la souffrance.

Peut-on être anarchiste sans être féministe ?

« Soyez donc franchement, entièrement anarchiste, et non pas quart d'anarchiste, huitième d'anarchiste, seizième d'anarchiste, comme on est quart, huitième, seizième d'agent de change. »

J. Déjacque à P.-J. Proudhon

Caroline Granier

M

MACHISTE, MAIS ANARCHISTE ?! On pouvait lire dans *le Monde libertaire* hors série n° 24 (25 décembre 2003), dans un article intitulé « La Chaîne ou le slip » signé du Groupe libertaire d'Ivry, ces mots au sujet de Proudhon : « On peut se dire anarchiste et défendre le pire des machismes [...] ». C'est possible, mais ce que ne disent pas les auteur.e.s de l'article, c'est si une telle déclaration est légitime. Joseph Déjacque, il y a plus d'un siècle, était plus radical en interpellant ainsi Proudhon (qu'il admirait par ailleurs) : « Ne vous dites pas anarchiste ou soyez anarchiste jusqu'au bout. » Il me semble intéressant de faire un bref retour en arrière au XIX^e siècle afin de voir quels étaient alors les liens entre anarchisme et féminisme. En effet, si la misogynie de Proudhon a longtemps constitué une référence dans le milieu ouvrier, on oublie trop souvent qu'à son époque même, d'autres voix se sont élevées, que l'on n'a pas entendues. Joseph Déjacque ou André Léo, répondant aux thèses inadmissibles (et non anarchistes) de Proudhon, ont montré à quel point les domaines politiques et privés était indissociablement liés, et ont affirmé qu'on ne peut se dire anarchiste si l'on n'est pas féministe. Il me semble important de rappeler ces débats vieux d'il y a plus d'un siècle, car si l'on regrette souvent que les anarchistes soient évacués de l'histoire officielle, on oublie parfois de dire que les anarchistes féministes le sont de l'histoire de l'anarchisme...

Des liens entre féminisme et anarchisme au XIX^e siècle

Si, sur la question du féminisme, les anarchistes du XIX^e siècle sont souvent très en retrait par rapport à leurs idées révolutionnaires, et si, à la suite de Proudhon, on entend de nombreuses déclarations antiféministes dans les milieux révolutionnaires, anarchistes et socialistes, il existe cependant un courant féministe qui s'oppose, au sein même de l'anarchisme, à l'idéologie dominante. On peut considérer qu'il naît avec Joseph Déjacque qui s'oppose à Proudhon au sujet du droit des femmes.

Joseph Déjacque (1821-1864) peut être considéré comme un disciple de Proudhon et de Fourier. Pierre Leroux voit en lui le principal représentant de l'anarchisme en France : dans un article sur les origines des théories socialistes (1858), il écrit : « Ce n'est plus Proudhon, en effet, qui peut représenter aujourd'hui cette Secte, après la conclusion finale (la femme esclave de l'autorité maritale) qu'il a produite. Il en fallait un autre. L'étendard Liberté est aujourd'hui aux mains d'un de ses disciples, d'un anarchiste comme lui, mais qui prend l'anarchie plus au sérieux encore que lui. C'est Déjacque [...] »¹. Dans une lettre adressée à Proudhon, en mai 1857, ce dernier démontre comment Proudhon, en niant le droit des femmes, se montre « l'égal de [ses] maîtres ». Déjacque pointe l'enjeu essentiel de l'égalité des sexes : une révolution qui fait disparaître une forme d'aliénation mais qui laisse subsister une autre forme de domination n'en est pas une. Or, la famille que défend Proudhon, basée sur l'ordre patriarcal, « est restée au patriarcat ce que le gouvernement représentatif est à l'autorité absolue ». L'esclavage de la femme a des conséquences à la fois directement politiques (en maintenant le principe de l'autorité absolue) et morales : de même qu'aucun homme ne peut être libre sans que tous les autres le soient, aucun être masculin ne pourra se dire indépendant tant qu'il maintiendra les femmes dans un état d'infériorité, car « qui a été allaité par une esclave a du sang d'esclave dans les veines ». Nier les droits et l'intelligence à la femme, c'est reproduire ce que font les bourgeois et les aristocrates qui nient les droits et l'intelligence du prolétaire, dit-il encore.

Mais il n'est pas le seul, à la fin du XIX^e siècle, à insister sur la construction de l'égalité entre les hommes et les femmes comme condition de l'anarchisme. Dans *la Conquête du pain* (1892), Kropotkine met l'accent sur l'aliénation produite par le travail domestique, et s'en prend implicitement aux révolutionnaires qui veulent l'affranchissement du genre humain sans travailler à celui de la femme. Mentionnons également André



G. Courbet, P.J. Proudhon et ses enfants en 1853

Léo, l'une des rares féministes proches des anarchistes. Elle ne se bat pas seulement sur le terrain des lois, mais aussi sur celui des mentalités. Loin de se cantonner à exiger le suffrage universel, elle s'en prend avant tout aux révolutionnaires peu conséquents : révolutionnaires dans la rue, ils sont souvent réactionnaires dans leur foyer. C'est donc le système patriarcal qu'elle attaque dans *La Femme et les mœurs. Monarchie ou liberté*², écrit en réponse aux thèses misogynes de Proudhon, où elle dénonce les soi-disant partisans de la liberté qui deviennent despotes en rentrant chez eux, et clame qu'un État où la femme est opprimée ne peut être qu'autoritaire.

Ce genre de critiques est largement repris dans les journaux de l'époque, en particulier dans les périodiques de Jean Grave. *La Révolte* par exemple reproduit le 17 février 1889 une lettre venant d'un lecteur qui s'indigne que « tout aussi bien que les pires réactionnaires, [certains révolutionnaires] sont souverains, non seulement au ménage et à la table, mais encore au lit, ils transforment leurs femmes en prostituées ». Dans *le Trimard*, en 1896, l'écrivain anarchiste Mécislas Golberg dénonce le fait que la femme a été mise au rang de propriété et en appelle aux révolutionnaires : « Nous, êtres sociaux et antifamiliaux, nous devons avant tout rendre la femme consciente de sa force sociale. »³ Golberg va d'ailleurs plus loin en esquissant une vision radicalement autre de la sexualité. Contrairement aux collectivistes peu enclins à aborder les problèmes de la vie sexuelle, les anarchistes considèrent souvent la libération sexuelle comme partie de l'émancipation intégrale de l'individu. Dans ses *Lettres à Alexis (Histoire sentimentale d'une pensée)*, on peut lire au chapitre intitulé « De l'amour » : « L'amour, c'est le sentiment qu'une volonté étrangère nous donne de notre propre volonté. / Parfois cela vient entre les gens de sexes divers, parfois entre les gens du même sexe. Cela au fond importe peu. [...] je crois que mâle et mâle, femelle et femelle peuvent aussi former l'unité. Il est ridicule de croire que toute division de la matière vivante établit des contradictions. »⁴

On voit donc que, même au XIX^e, il se trouve suffisamment d'anarchistes ayant réalisé le lien entre politique et sexualité, ayant compris la nécessité d'un féminisme anarchiste, pour qu'on puisse se dispenser de citer Proudhon en la matière. C.G.

1. Joseph Déjacque est l'un des premiers, avec Proudhon, à revendiquer le nom d'anarchiste (en 1848, après les journées de juin). D'origine populaire et autodidacte, il publie et rédige, seul, *Le Libertaire*, en exil.

2. André Léo, *La Femme et les mœurs : monarchie ou liberté* [à compte d'auteur], 1869 [rééd. : Tusson (Charente), Du Lérot, 1990].

3. Mécislas Golberg, « L'amour », *le Trimard*, n° 3, 16 avril 1896.

4. Mécislas Golberg, *Lettres à Alexis : histoire sentimentale d'une pensée*, Paris, Bibliothèque du Parthénon, 1904 [rééd. : Seyssel, Champ Vallon, 1992].

[...] **EST-IL VRAIMENT POSSIBLE**, célèbre publiciste, que sous votre peau de lion se trouve tant d'ânerie? [...]

Votre nerveuse et peu flexible logique dans les questions de production et de consommation industrielles, n'est plus qu'un frêle roseau sans force dans les questions de production et de consommation morales. Votre intelligence, virile, entière pour tout ce qui a trait à l'homme, est comme châtrée dès qu'il s'agit de la femme. Cerveau hermaphrodite, votre pensée a la monstruosité du double sexe sous le même crâne, le sexe-lumière et le sexe-obscurité, et se roule et se tord en vain sur elle-même sans pouvoir parvenir à enfanter la vérité sociale. [...]

Je cite vos paroles :

« Non, Madame, vous ne connaissez rien à votre sexe; vous ne savez pas le premier mot de la question que vous et vos honorables ligueuses agitez avec tant de bruit et si peu de succès. Et si vous ne la comprenez point, cette question; si, dans les huit pages de réponses que vous avez faites à ma lettre, il y a quarante parallogismes, cela tient précisément, comme je vous l'ai dit, à votre infirmité sexuelle. J'entends par ce mot, dont l'exactitude n'est peut-être pas irréprochable, la qualité de votre

De l'être humain

Lettre à P.-J. Proudhon (extra)

Joseph Déjacque

Cette lettre paraît dans *le Libertaire*, signée s'inscrit dans une polémique déclenchée par « philosophique d'un article de Jenny d'Héric femmes » (décembre 1856). La lettre de Proudhon est publiée dans la même revue en janvier 1857.

entendement, qui ne vous permet de saisir le rapport des choses qu'autant que nous hommes vous le faisons toucher du doigt. Il y a chez vous, au cerveau comme dans le ventre, certain organe incapable par lui-même de vaincre son inertie native, et que l'esprit mâle est seul capable de faire fonctionner, ce à quoi il ne réussit même pas toujours. Tel est, madame, le résultat de mes observations directes et positives : je le livre à votre sagacité obstétricale et vous laisse à en calculer, pour



mâle et femelle

(ts)

Joseph Déjacque, en mai 1857. Elle la publication dans *la Revue* **urt: « M. Proudhon et la question des dhon à laquelle Déjacque fait allusion 1857.**

vosre thèse, les conséquences incalculables. [...]

L'émancipation ou la non-émancipation de la femme, l'émancipation ou la non-émancipation de l'homme: qu'est-ce à dire? Est-ce que – naturellement – il peut y avoir des droits pour l'un qui ne soient pas des droits pour l'autre? Est-ce que l'être humain n'est pas l'être humain au pluriel comme au singulier, au féminin comme au masculin? [...]



Mettre la question de l'émancipation de la femme en ligne avec la question de l'émancipation du prolétaire, cet homme-femme, ou, pour dire la même chose différemment, cet homme-esclave – chair à sérail ou chair à atelier –, cela se comprend, et c'est révolutionnaire; mais la mettre en regard et au bas du privilège-homme, oh! alors, au point de vue du progrès social, c'est dépourvu de sens, c'est réactionnaire. Pour éviter tout équivoque, c'est l'émancipation de l'être humain qu'il faudrait dire. Dans ces termes, la question est complète; la poser ainsi c'est la résoudre: l'être humain, dans ses rotations de chaque jour, gravite de révolution en révolution vers son idéal de perfectibilité, la Liberté. [...]

Votre entendement bourrelé de petites vanités vous fait voir dans la postérité l'homme-statue, érigé sur le piédestal-femme comme dans l'antériorité l'homme-patriarche, debout auprès de la femme-servante.

Écrivain fouetteur de femmes, serf de l'homme absolu, Proudhon-Haynau qui avez pour knout la parole, comme le bourreau croate, vous semblez jouir de toutes les lubricités de la convoitise à déshabiller vos belles victimes sur le papier du supplice et à les flageller de vos invectives. Anarchiste juste milieu, libéral et non LIBERTAIRE, vous voulez le libre échange pour le coton et la chandelle, et vous préconisez des systèmes protecteurs de l'homme contre la femme, dans la circulation des passions humaines; vous criez contre les hauts barons du capital, et vous voulez réédifier la haute baronnie du mâle sur la vassale femelle; logicien à bésicles, vous voyez l'homme par la lunette qui grossit les objets, et la femme par le verre qui les diminue; penseur affligé de myopie, vous ne savez distinguer que ce qui vous éborgne dans le présent ou dans le passé, et vous ne pouvez rien découvrir de ce qui est à hauteur et à distance, ce qui perspective de l'avenir: vous êtes un infirme! [...]

Ah! s'il est de par le monde tant d'abjectes créatures femelles et si peu de femmes, hommes, à qui faut-il s'en prendre? Dandin-Proudhon, de quoi vous plaignez-vous? Vous l'avez voulu...

Et cependant vous avez, vous, personnellement, je le reconnais, fourni de formidables coups de boutoir au service de la Révolution. Vous avez entaillé jusqu'à la moelle le tronc séculaire de la propriété, et vous en avez fait voler au loin les éclats; vous avez dépouillé la chose de son écorce, et vous l'avez exposée dans sa nudité aux regards des prolétaires; vous avez fait craquer et tomber sur votre passage, ainsi que des branches sèches ou des feuilles mortes, les impuissantes repousses autoritaires, les théories renouvelées des Grecs des socialistes-constitutionnels, la vôtre comprise; vous avez entraîné avec vous, dans une course à fond de train à travers les sinuosités de l'avenir, toute la meute des appétits physiques et moraux.

Vous avez fait du chemin. vous en avez fait faire aux autres; vous êtes las, vous voudriez vous reposer; mais les voix de la logique sont là qui vous obligent à poursuivre vos déductions révolutionnaires, à marcher en avant, toujours en avant, sous peine, en dédaignant l'avertissement fatal, de sentir les crocs de ceux qui ont des jambes vous déchirer. [...] Sur ce terrain de la vraie anarchie, de la liberté absolue, il existerait sans contredit autant de diversité entre les êtres qu'il y aurait de personnes dans la société, diversité d'âge, de sexe, d'aptitudes: l'égalité n'est pas l'uniformité. Et cette diversité de tous les êtres et de tous les instants est justement ce qui rend tout gouvernement, constitution ou contration, impossible. Comment s'engager pour un an, pour un jour, pour une heure, quand dans une heure, un jour, un an on peut penser tout différemment qu'à l'instant où l'on s'est engagé? – Avec l'anarchie radicale, il y aurait donc des femmes comme il y aurait des hommes de plus ou moins de valeur relative; il y aurait des enfants comme il y aurait des vieillards; mais tous indistinctement n'en seraient pas moins l'être humain, et seraient également et absolument libres de se mouvoir dans le cercle naturel de leurs attractions, libres de consommer et de produire comme il leur conviendrait sans qu'aucune autorité paternelle, maritale ou gouvernementale, sans qu'aucune réglementation légale ou contrative put y porter atteinte.

La Société ainsi comprise – et vous devez la comprendre ainsi, vous, anarchiste, qui vous targuez d'être logique – qu'avez-vous encore à dire de l'infirmité sexuelle de la femelle ou du mâle chez l'être humain?

Écoutez, maître Proudhon, ne parlez pas de la femme, ou, avant d'en parler, étudiez-la; allez à l'école. Ne vous dites pas anarchiste, ou soyez anarchiste jusqu'au bout. Parlez-nous, si vous voulez, de l'inconnu et du connu, de Dieu qui est le mal, de la Propriété qui est le vol. Mais quand vous nous parlerez de l'homme, n'en faites pas une divinité autocratique, car je vous répondrai: l'homme, c'est le mal! – Ne lui attribuez pas un capital d'intelligence qui ne lui appartient que par droit de conquête, par commerce d'amour, richesse usuraire qui lui vient toute entière de la femme, qui est le produit de son âme à elle, ne le parez pas des dépouilles d'autrui, car, alors, je vous répondrai: la propriété, c'est le vol! [...]

– Soyez plus fort que vos faiblesses, plus généreux que vos rancunes; proclamez la liberté, l'égalité, la fraternité, l'indivisibilité de l'être humain. Dites cela: c'est de salut public. Déclarez l'Humanité en danger; appelez en masse l'homme et la femme à rejeter hors des frontières sociales les préjugés envahisseurs; suscitez un Deux et Trois Septembre contre cette haute noblesse masculine, cette aristocratie du sexe qui voudrait nous river à l'ancien régime. Dites cela: il le faut! dites-le avec passion, avec génie, coulez-le en bronze, faites-le tonner... et vous aurez bien mérité et des autres et de vous.

Issat Klytchène, *Maîtres-tapisseries au féminin*, 1969

J.D.

Nucléaire

Main basse sur la vie

Des électrons libres antinucléaires

Ce texte a été distribué, sous forme de tract, à l'occasion de la manifestation antinucléaire du 17 janvier.

Contact: Itaque@club-internet.fr

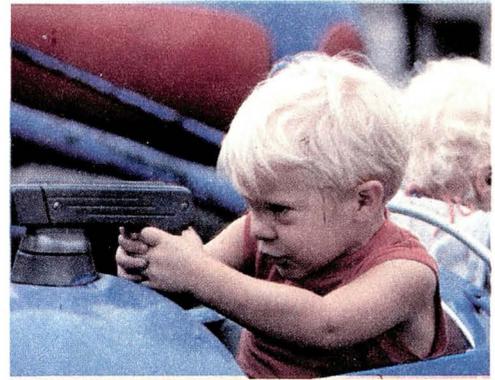


MALGRÉ LES INCIDENTS à répétition, les catastrophes évitées de justesse et l'absence de solution au problème des poubelles nucléaires (si ce n'est les enfouir pour qu'on les oublie!), le gouvernement va bientôt statuer sur le renouvellement du parc électronucléaire en France. En dépit de la vétusté des installations, EDF a décidé, en septembre 2003, sans même attendre l'avis de l'Autorité de sûreté nucléaire, d'allonger la durée de vie des centrales de trente à quarante ans, et s'achemine vers l'adoption de l'EPR, prototype européen qui ne diffère guère des modèles précédents. L'État français apparaît encore comme le plus fidèle représentant du lobby nucléaire civil et militaire qui, désormais, dépasse les frontières de l'Hexagone pour agir à l'échelle européenne: en l'occurrence, le groupe franco-allemand Framatome-Siemens, qui vise le contrôle du marché mondial de l'énergie nucléaire.

Si les administrateurs de l'électronucléaire ne voient pas d'autre issue que la fuite en avant, c'est parce que la société capitaliste a plus que jamais besoin de puissance motrice sous forme d'électricité pour faire tourner l'immense système de production et de consommation de masse. C'est pourquoi, dans le même temps où se décide l'adoption de l'EPR surgit l'ITER, projet mondial de centrale à fusion thermonucléaire, aboutissement de vingt ans d'expérimentations (jet européen et autres machines du même genre). L'idée de pouvoir produire de l'électricité à partir de la fusion à très haute température (100 millions de degrés), avec des rendements près de 100 fois plus importants que l'actuelle fission, fait saliver les gestionnaires de l'énergie. Ils ne manquent pas de prendre prétexte de l'abondance relative du deutérium et du caractère moins radioactif du tritium par rapport aux matières fissibles comme le plutonium pour ressortir leurs « arguments » sur la source d'énergie, enfin trouvée, inépuisable, stable et propre. Indépendamment du caractère très complexe et dangereux de la technologie mise en œuvre (par exemple, le lithium prévu dans l'ITER est aussi explosif que le sodium utilisé dans Superphénix), la nouveauté réside dans le caractère supranational du projet de réacteur à fusion. Les parcs des centrales à fission furent construits et gérés dans le cadre des principaux États nationaux. Si l'ITER marque le recul de leurs prérogatives en la matière,

c'est au bénéfice d'institutions supranationales, comme l'Agence mondiale de l'énergie, de bailleurs de fonds venus des quatre coins de la planète, de chercheurs de toutes les nationalités, etc., œuvrant pour le même projet centralisé de création et de distribution de l'énergie au niveau mondial. Ce qui n'empêche pas les États impliqués (les États-Unis, l'Union européenne, la Russie, la Chine, le Japon et la Corée du Sud) de chercher à tirer la couverture à eux. Pour la France, dans le dessein d'accueillir le prototype à Cadarache.

Aujourd'hui, les États sortis vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale monopolisent l'usage de la force nucléaire, ce qui leur confère le pouvoir lié à la possession d'armes de pression et de destruction sans comparaison dans l'histoire humaine. C'est pourquoi, États-Unis en tête, ils ont encore moins l'intention d'abandonner le nucléaire militaire que le nucléaire civil, pour des raisons qui tiennent à la fois à la puissance et au prestige. Bien qu'ils ne visent plus à garantir le partage du monde, comme à l'époque de la guerre froide, ils ont plus que jamais comme objectif de le contrôler et de le soumettre en bloc. Voilà pourquoi la doctrine militaire officielle n'est plus la « dissuasion » mais le « choquer pour se faire respecter », selon la formule du Pentagone, reprise par tous les états-majors. Derrière la fable des traités de réduction des arsenaux nucléaires, voire de leur élimination sous le contrôle de l'ONU, se profile donc bien autre chose que la fin de l'aventure nucléaire. Pour les États nucléaristes, il s'agit de mettre à la ferraille des mastodontes devenus obsolètes et de s'assurer le monopole de la recherche et de la création d'armes nucléaires, thermonucléaires, etc., de moindre puissance unitaire et moins radioactives, mais dont l'utilisation massive fera des ravages et sèmera la terreur. De tels arsenaux seront plus adaptés aux théâtres d'opérations diversifiés qui caractérisent les guerres « préventives » actuelles. L'Irak a pu en faire l'expérience dès 1991, avec l'emploi de l'uranium appauvri à titre de bouclier, de cône de choc et de bombe radiologique. De même, la plupart des États ont accepté le moratoire sur l'interdiction des essais nucléaires en grandeur nature, car il ne couvre que les bombes A et H qui font appel à la fission. En revanche, il laisse le champ libre aux expérimentations plus sophistiquées



Histoire de mépris

ON AURAIT pu penser que le monde des jeux et des jouets était tout simplement « merveilleux ». Ben, non! il est aussi méprisant. Un petit exemple :

Pour les fêtes, mon fils a reçu une bataille navale électronique. Rien de bien terrible jusque-là (outre l'aspect guerrier du jeu, j'en conviens) si ce n'est que sur la boîte figurait entre autres avertissements (du type « effets sonores très réalistes ») la mention « technique » suivante : « Conçu et développé en Europe, fabriqué en Chine ».

Une mention qui tonne comme un grand coup de mépris pour les trois-quarts de l'humanité.

Qu'on se le dise, la partie noble de la production doit rester l'apanage des Occidentaux nantis tandis que les basses besognes ne peuvent qu'échoir aux pauvres!

Belle figure littéraire pour signifier que ces derniers ne sont bons qu'à faire ce que leur dit de faire le quart riche et intelligent de la planète!

Comme si les damnés de la terre étaient dans l'incapacité de penser, comme s'ils n'étaient que des bras et des jambes articulés sans cerveau (on appelle ça des pantins, non?).

Certes les Chinois ont largement subi les foudres de la « politique de la canonnière » imposée par les marines anglaise, française et japonaise durant la deuxième moitié du XIX^e siècle.

À n'en pas douter, la domination se poursuit : elle prend même des formes insidieuses.

Soyons cependant rassurés, la mention qui fâche est écrite en petits caractères. Et il n'est vraiment pas nécessaire de la chercher si l'on tient à jouer tranquillement entre gens de bonne compagnie... Ouf.

B. H.

menées en laboratoire : du NIF de Livermore (aux États-Unis) au laser Mégajoule de Bordeaux, on met les bouchées doubles pour préparer, à l'abri des enceintes, des bombes H de poche, utilisant le laser comme détonateur. Face à une telle frénésie nucléaire, il n'est pas étonnant que la France se soit empressée, à l'image des États-Unis d'ailleurs, de promulguer, en plein mois d'août 2003, un arrêté ministériel classant toutes les informations relatives aux matières nucléaires dans le champ « secret-défense »¹ : les peines encourues par les associations et les individus qui enfreindraient cet interdit vont jusqu'à sept ans de prison et 100 000 euros d'amende. Au nom de la sécurité de l'État, de celle des citoyens et de la lutte contre le danger terroriste! L'argument sécuritaire sert encore à faire passer des lois d'exception. Les antinucléaires ayant le bec cloué, l'industrie peut ainsi tranquillement lancer ses machines de mort.

En misant sur les énergies « renouvelables », les Verts ont voulu jouer la carte de la contestation de l'électronucléaire au sein d'un gouvernement socialiste pronucléaire. Il suffisait selon eux d'accepter le prolongement de la durée de vie des centrales nucléaires de dix ans – donc aussi les risques d'explosion dus à leur délabrement – et de geler l'EPR le temps de roder les énergies « alternatives » qui prendraient ensuite le relais²... La question de l'arsenal nucléaire était, bien entendu, occultée. Au final, le parti écologiste, derrière des propositions fumeuses de « sortie négociée » de l'électronucléaire, a en réalité contribué à la perpétuation du nucléaire en général.

Évidemment, il ne s'agit pas de s'opposer aux palliatifs que des individus ou des groupes mettent en place, à échelle réduite, afin d'échapper quelque peu à leur dépendance énergétique pour leur usage domestique, mais de comprendre que les propositions « alternatives » des Verts et du réseau Sortir du nucléaire sont à la fois conservatrices et irréalisables. Elles sont conservatrices car elles procèdent de la même démarche que celle qui conduisit au nucléaire, à savoir la nécessité d'alimenter en énergie la société capitaliste, ici en diversifiant les sources d'énergie : éoliennes, solaires, etc. Au problème social posé par le nucléaire, ils opposent, en gestionnaires du système, des solutions techniciennes qui, à leur façon, participent à la dégradation

de la vie. Elles sont de plus irréalistes, car elles ne constitueront, pour longtemps sans doute, que des sources annexes d'énergie. L'idée de « service public de l'électricité sans nucléaire » préconisé par les écologistes ne cache rien d'autre que l'illusion de pouvoir assurer, sous l'égide de l'État, le contrôle du marché de l'énergie qui lui échappe de plus en plus.

Nous affirmons, nous, que la sortie du nucléaire n'est pas négociable, à moins d'accepter d'enchaîner l'humanité pour quelques décennies de plus (quelques dizaines de milliers d'années si l'on compte la durée de vie du plutonium) à des pollutions irréversibles, aux risques d'accidents et aux drames humains qui en découlent : la mise en état d'urgence de la société, c'est-à-dire la militarisation de la vie sociale, le confinement et la déportation des populations et l'élimination des récalcitrants, la mort lente enfin pour le plus grand nombre. Scénario déjà vu à Tchernobyl, à Tokai-Mura et à Long Island... Nous repoussons de même toutes les prétendues alternatives qui ne font que perpétuer et accroître la puissance du système social qui nous dépoussède de notre vie et qui saccage l'ensemble de la vie terrestre. Certes, à défaut de mouvements sociaux décidés à en finir avec l'exploitation et la domination sous toutes ses formes, « la lutte contre le nucléaire » restera sans doute le pré carré de lobbies citoyenistes, préoccupés d'aménager de façon plus ou moins réaliste et durable l'univers capitaliste planétaire, et d'accéder au pouvoir ou, à défaut, à son antichambre au titre de conseillers du prince. Et, pourtant, seules de telles oppositions radicales au monde nucléarisé peuvent redonner son sens à la liberté humaine. **DELA**

1. Les matières nucléaires sont toutes les matières qui contiennent l'un des six éléments fissiles, fertiles ou fusibles retenus par la loi : uranium, plutonium, thorium, lithium 6, deutérium et tritium. Tous les types de combustibles nucléaires sont donc concernés, de leur fabrication jusqu'à leur transport, leur retraitement ou leur stockage.

2. Le député vert européen Yves Cochet déclarait encore récemment : « Le parc (de centrales actuelles) est suffisamment jeune pour qu'on prenne (la décision de construire l'EPR) au plus tôt en 2012-2015. » *Le Monde*, 10 octobre 2003.

Turin

Fermer les centres de séjour temporaire, ouvrir les frontières !

Poulet de Garenne

La FTE-CNT s'insurge contre la décision du conseil d'administration du collège Édouard-Manet de Villeneuve-la-Garenne d'accepter au sein de l'établissement, et contre l'avis des enseignants, la présence permanente d'un gardien de la paix comme policier référent. Cette décision, suggérée par le ministre de l'Intérieur, fait date et marque un nouveau pas dans la politique sécuritaire du gouvernement. Pour la FTE-CNT les établissements n'ont pas vocation à devenir des annexes des établissements de police. C'est par la transformation sociale et le renforcement des équipes éducatives (et non par leur disparition programmée : assistants d'éducation à mi-temps, licenciement des emplois jeunes, diminution des recrutements aux concours.) que l'école pourra résoudre les défis qui se posent à elles et non par le recours aux forces oppressives de l'État. Non seulement cette décision ne saurait apporter une solution pédagogique aux problèmes posés mais elle va stigmatiser une partie de la communauté scolaire. La FTE-CNT sera vigilante quant au maintien ou à l'extension de ces mesures.

Fédération des travailleurs de l'Éducation
CNT

LE 31 JANVIER, à l'occasion de la journée européenne contre les centres de rétention, la Fédération anarchiste turinoise (FAI) organise un rassemblement devant le CPT (Centre de séjour temporaire) pour enfants de Turin, situé à l'angle de la rue Priocca et de la rue Porporati, à 10 heures du matin.

Dans notre ville, depuis maintenant un an, fonctionne une structure, travestie en communauté, dans laquelle sont enfermés des mineurs immigrés en attente d'expulsion, essentiellement marocains et roumains. Grâce à la trouvaille de l'adjoint aux services sociaux Lepri, on renvoie au Maroc et en Roumanie, sous prétexte de retour dans les familles (presque toujours inexistantes), des enfants auxquels l'actuelle loi raciste devrait en théorie garantir le droit d'asile et le droit à l'instruction.

Cette même loi Bossi-Fini qui, concernant les mineurs, interdit l'expulsion et impose l'insertion dans des parcours de formation, est habilement contournée. Selon les lois en vigueur, les mineurs de moins de 14 ans devraient bénéficier d'une tutelle humanitaire pour laquelle le juge enverrait les enfants interpellé dans des foyers-communautés pour avoir accès à des parcours d'insertion sociale et professionnelle, avec un titre de séjour permettant d'étudier et de travailler. Le rapatriement d'un mineur ne peut intervenir que suite à une requête précise et documentée des parents dans le pays d'origine.

Le nouveau modèle de communauté pour mineurs dont la prison de la rue Priocca est le premier exemple en Italie est caractérisé par des caméras, des barreaux, une rigueur carcérale et des conditions durables d'isolement social et légal, comme pour les étrangers majeurs détenus dans les camps de concentration d'État sans avoir commis d'autre délit que celui d'exister.

Sur la base des accords entre l'Italie et la Roumanie ou le Maroc, une demande formelle et documentée émanant des parents n'est plus nécessaire pour exécuter le rapatriement du mineur vers son pays d'origine : la bonne volonté du consulat suffira.

La commune et le préfet de Turin ont réussi à faire d'une pierre deux coups en répondant à la fois aux exigences répressives

de la droite, et en recouvrant de ce vernis « humanitaire » dont aiment se parer les institutionnels de gauche et les associations catholiques. Le renvoi vers

les « familles » et la prétention que la communauté-prison soit une forme de protection vont dans ce sens. Mais le plus souvent, les enfants d'Europe de l'Est ou du Maghreb sont vendus précisément par leurs proches à des marchands d'êtres humains pour le compte d'organisations criminelles, et il est légitime de supposer qu'il est peu probable que ces familles demandent le rapatriement de leurs enfants. Et nous savons bien avec quelle facilité les autorités du pays d'origine sont disposées à favoriser le rapatriement, contre de généreuses récompenses à des bureaucrates d'État corrompus.

Des expériences similaires se diffusent sur tout le territoire italien, et le potentiel discriminatoire qu'elles expriment est alarmant. Pour la municipalité de centre-gauche au pouvoir dans notre ville, aucun avenir n'est réservé aux enfants qui vivent aux marges de notre ville. Il ne restera d'autre choix aux petits Roumains qu'à retourner dans les souterrains du métro en bandes du désespoir, alors que les jeunes Maghrébins paieront éternellement l'exclusion sociale due à l'échec du renvoi au pays.

Le commerce international de chair humaine, l'exploitation sexuelle, l'utilisation de cette main d'œuvre dans des conditions d'esclavage et comme enfants-soldats sont seulement les facettes les plus visibles de la persécution que les systèmes sociaux et les institutions occidentales exercent sur les mineurs des pays pauvres, avec la complicité de leurs pays d'origine. À cela s'ajoute la honte d'une prison pour enfants pauvres en attente d'expulsion. Il faut mettre fin à cette honte !

Le CPT se situe dans une zone densément habitée par des immigrés : vous y trouverez de la musique, des performances, des infos contre toutes les galères, contre toutes les frontières. Sans État ni frontière, personne n'est clandestin !

Fédération anarchiste turinoise
Fédération anarchiste italienne

Ma propre capacité à me rebeller...

C'EST UN TÉMOIGNAGE... des témoignages! Glanés dans un journal de rue: *Street Voice*. Le journal est créé par Curtis Price au début des années 90, à partir d'un groupe de consommateurs de drogue et de personnes atteintes du sida originaires des couches les plus pauvres de la société; ce journal s'adresse essentiellement à eux. Cela se passe à Baltimore, Maryland, États-Unis. Ce pourrait être à Marseille, France.

La drogue est un système économique comme un autre: il s'agit de « faire » de l'argent sur le dos des accros quels qu'ils soient; il s'agit de tondre, à ras, la laine sur la peau de la misère des sans-travail, des sans-logis, des sans...

On se shoote par désespoir, pour une embellie provisoire. Eh, lecteur, t'as pas ton « truc », toi, pour tenir le coup? Mais le manque de dope par manque d'argent engendre la prostitution, le vol, l'assassinat, donc la création de services sociaux, de services de police, de prisons, etc., donc du travail et de la bonne conscience pour les gens « normaux ». Oui, la drogue est créatrice d'emplois. Sans elle, il y aurait un peu plus de chômage.

« Au moins 25 % des boulots aux États-Unis proviennent du commerce de la drogue. Directement ou indirectement. »

« Il y a même des chiens qui en profitent! Les chiens renifleurs: ils en vivent mieux que les petits dealers. »

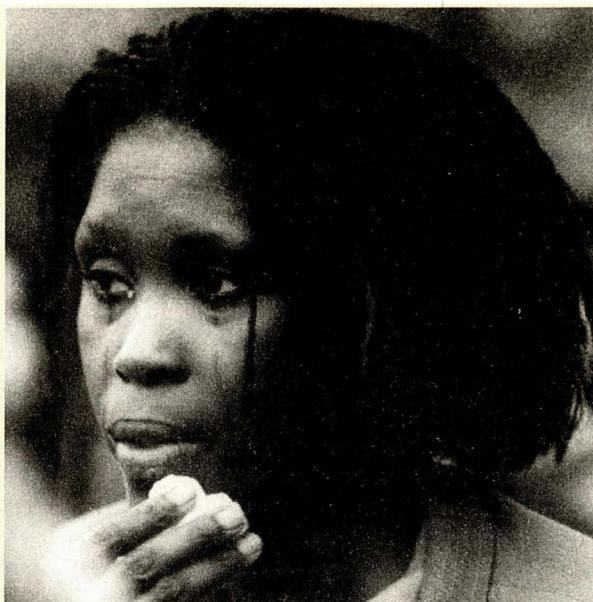
Le coupable de tout ça? Le système capitaliste? Sans doute, et la recherche de l'argent très vite gagné.

La plupart des drogués finissent en prison pour atteinte à la propriété, à cause de « petits délits » comme le chapardage, le cambriolage, etc., ou pour ivresse publique.

Comparées aux « gros délits » des cols blancs, les sanctions sont plus que lourdes, mais les « gros délits » ont les moyens de se payer de bons avocats. À Baltimore, c'est comme à Marseille, Paris, etc, non?

André Bernard

Street Voice (Paroles de l'ombre), Verticales-Le Seuil, traduit par Gaëlle Erkens, 2003, 172 p., 8,50 euros.



Dee (extraits)

IL Y AVAIT UNE FOIS une prostituée appelée Dee que je venais voir régulièrement. Âgé de pas plus de 14 ans, j'ai eu ma première vraie expérience sexuelle avec cette femme noire qui devait faire des passes pour joindre les deux bouts.

Elle avait un mac, au sourire mou et désagréable, qui possédait une belle Cadillac, des chaînes et des bracelets en or, des costumes de soie et de cuir – tout cela acheté avec l'argent de Dee. C'était dans cette voiture (en toute justice celle de Dee) que Dee et moi faisons notre business [...].

Une nuit sans lune, j'ai senti un changement dans la nature généralement joyeuse de Dee. Son esprit semblait être à des milliers de kilomètres, dans un endroit qu'elle seule connaissait. Après s'être occupée de notre affaire, pendant que je remettais mes tennis, elle tourna ses yeux noircis vers moi et, pour la première fois, je réalisais, parce que la nuit sans étoiles m'en avait empêché, que son mac l'avait battue – je savais que c'était lui, ses yeux bruns me le disaient.

Avec une rage et une détermination (que je n'ai pas depuis ce temps retrouvées) affichées sur tout son visage, elle me dit: « Tony, c'est la dernière fois que ce nègre me touche encore... et je plaisante pas » avec des flots de larmes inondant ses joues. « Il me prend tout mon fric, je ne peux même pas nourrir mes enfants, payer mon loyer, ou me faire faire les ongles ou les cheveux! Il faut que je fasse quelque chose. » M'ayant dit cela, Dee tomba dans une stupeur cocaïnée – avant de commencer notre affaire, nous avions pris quelques lignes de coke. Coke que je fournissais; coke que je vendais en tant que star montante du ghetto

– c'était ce que croyait mon esprit d'enfant battu.

Ne sachant pas quoi dire, je lui demandai ce qu'elle voulait que je fasse – jeune comme je l'étais, un enfant avec une arme, je ne mesurais pas les conséquences de mon implication dans cette histoire.

[...] Dee finit par répondre, mais elle ne répondit pas à ma question: « Il ne faut plus que ce nègre sans cœur m'approche! S'il croit qu'il va se servir de moi pour acheter sa dope, il est malade. J'aurais jamais dû me retrouver avec ce connard... Je vais quitter ce salaud – qu'il aille se faire foutre! »

Ayant l'impression qu'elle m'ignorait, je répétais ma question, qui était en fait une requête: « Que veux-tu que je fasse, Dee? » Elle me sourit. M'embrassa sur la joue et dit que pour notre petite affaire, je ne lui devais rien, que je pouvais garder mon argent; que j'étais adorable. Je lui fis mes au revoir, la remerciant, lui souhaitant le meilleur, son sourire me manquant déjà – sachant que je ne la reverrais probablement jamais.

Combien jeune et naïf, et pourtant vieux et sage, étais-je. Bien que je n'aie jamais plus posé mes yeux sur son immense sourire ou sur son corps de rêve, ce n'était pas ces choses qui faisaient qu'elle m'était si chère. C'est son esprit et son audace qui m'ont forcé à me regarder, à regarder ma propre capacité à me rebeller contre ce qui cherchait à m'emprisonner. Ce qu'elle a fait avec son mac, je l'ai fait aussi avec le monde – j'ai contesté, j'ai osé me voir comme un acteur; comme celui qui déciderait de ses lendemains. Je me suis vu comme un être humain. [...]

Shaka N'Zinga

Ressusciter Lazare



Bibliographie

Ouvrages de Bernard Lazare

L'Affaire Dreyfus, une erreur judiciaire, Allia, 1997, 11,43 €.

Figures contemporaines, Ellug, 2002.

172 p., 19 €. Ce recueil propose une cinquantaine de portraits sans complaisance des écrivains de la fin du XIX^e siècle.

Le Fumier de Job, Circé, 1996, 128 p., Poche, 15,09 €.

Juifs et antisémites, Allia, 1998. 24,39 €.

Sur Bernard Lazare

Bernard Lazare, anarchiste et nationaliste juif, textes réunis par Philippe Oriol, H. Champion, 1999, 376 p., Bibliothèque d'études juives, 58,55 €.

Jean-Denis Bredin, *Bernard Lazare*, B. de Fallois, 1992, 428 p., 21,34 €. Ce texte a été repris au Livre de poche (LGF, 2003, 446 p., références, n° 424, 9,15 €.).

L'auteur, s'est largement inspiré du livre de Nelly Wilson. Les erreurs historiques y sont nombreuses.

Philippe Oriol, *Bernard Lazare*, Stock, 2003, 457 p. (biographies), 22 €. Cet ouvrage n'omet aucun des aspects de la vie de Lazare et s'appuie sur les travaux les plus récents.

Wilson, Nelly, *Bernard Lazare*, Albin Michel, 1986. Ce titre est épuisé.

AU COURS de sa courte vie, Bernard Lazare fut écrivain symboliste, journaliste, anarchiste, dreyfusard et défenseur des juifs persécutés.

Né à Nîmes dans une famille juive installée en France depuis plusieurs générations, il monte à Paris en 1886. Il fréquente le milieu des écrivains symbolistes qui étaient alors l'avant-garde. Certains d'entre eux sont sensibles aux idées anarchistes. Mais pour beaucoup ce ne sera qu'une mode. Par contre Bernard Lazare, comme Félix Fénéon, restera fidèle à ses idées de jeunesse.

Il étudie les religions anciennes et publie son premier roman symboliste *la Fiancée de Corinthe* avec son ami Ephraïm Mikhaël. Il est critique littéraire et collabore à la presse quotidienne. Ses articles sont de plus en plus libertaires. Lors du procès des Trente, il prend la défense de Jean Grave et de Félix Fénéon. En 1892, son recueil de contes, *le Miroir des légendes* est influencé par les religions. En 1897, *les Porteurs de torches* sont des fables dans lesquelles l'auteur s'oppose à toutes les injustices.

À partir de 1880, on constate en France une montée de l'antisémitisme. C'est l'époque où Drumont publie *la France juive* et où sévisent Maurice Barrès et Léon Daudet. Bernard Lazare publie en 1894 *l'Antisémitisme, son histoire et ses causes*. C'est une étude historique intéressante mais ses conclusions sont sujettes à caution. En effet, il défend les juifs français par rapport aux juifs étrangers. De plus, il pense que les juifs doivent être assimilés car ils ne sont pas sociables.

À la fin de l'année 1894, Alfred Dreyfus est condamné pour espionnage. Dreyfus est innocent, il a été condamné parce qu'il était juif. Cette affaire va défrayer la chronique pendant des années. Mais, au début, Dreyfus est bien seul, et Bernard Lazare sera l'un des tout premiers à prendre sa défense.

Dès 1895, il écrit une brochure sur l'affaire. Il contacte la presse, les hommes politiques, les écrivains. Il jouera également un rôle de trésorier; et, pour faire reconnaître l'innocence de Dreyfus, il fait réaliser plusieurs expertises.

Avec la parution de *J'accuse* de Zola en 1898, le camp des dreyfusards va devenir plus important, et Lazare ne sera plus isolé. Du côté des anarchistes, Sébastien Faure et l'équipe du *Libertaire* s'engagent dans le combat pour Dreyfus, mais Jean Grave reste réservé. Dreyfus sera libéré en 1899 et acquitté en 1906. À cette époque, Lazare est mort depuis trois ans et son rôle essentiel dans l'affaire est alors oublié.

L'affaire Dreyfus a fait prendre conscience à Bernard Lazare que le combat pour

l'émancipation des juifs dans le monde était primordial. Il rencontre Théodore Herzl, théoricien du sionisme qui avait publié en 1896 *l'État des juifs*. Le sionisme prend de l'ampleur à une époque de pogroms en Russie et de campagnes antisémites en France et en Autriche. En 1898, Lazare est reçu triomphalement au congrès sioniste de Bâle. Mais il ne va pas tarder à s'éloigner de Herzl. Pour celui-ci, la nation juive est un nouvel État.

En tant qu'anarchiste, Lazare ne peut que s'opposer à l'idée de nationalisme, aux compromis avec les hommes d'État, à la création d'une banque coloniale. Pour lui, le sionisme n'est pas un État mais une vision poétique, un idéal. Il préconise l'organisation du prolétariat juif dans des organisations autonomes.

En 1900 et 1902, il voyage en Roumanie et en Europe centrale. Il prend la défense des juifs de Roumanie qui étaient soumis à un régime d'exclusion. Il est accueilli comme un sauveur mais son séjour doit être écourté à cause des pressions antisémites. Il s'élève également contre la répression qui touche les Arméniens en Turquie.

À la fin de sa vie, il se lie d'amitié avec Charles Péguy et participe aux *Cahiers de la quinzaine*. Il meurt d'un cancer en 1903, à l'âge de 38 ans et laisse plusieurs manuscrits inachevés, dont *le Fumier de Job*, consacré à l'émancipation des juifs.

Plusieurs manifestations ont été organisées à l'occasion du centenaire de la mort de Bernard Lazare:

Du 16 au 18 septembre 2003, à la Sorbonne et au Musée d'art et d'histoire du judaïsme, un colloque a réuni entre autres Nelly Wilson, Ronald Creagh, René Bianco, Jean-Louis Izrine, Gaetano Manfredonia, Philippe Oriol et Michael Löwy.

Du 17 au 30 septembre, une exposition était visible à la mairie du 3^e arrondissement. La présentation des idées de Lazare y était plutôt étrange: « Un anarchisme [...] au sens biblique du terme », « un sionisme libertaire »!

Le 23 novembre, le cercle Bernard-Lazare organisait une journée avec une exposition (« Dreyfus, Zola, Lazare »), un film sur l'affaire Dreyfus et un débat (« Bernard Lazare hier et aujourd'hui: de l'affaire Dreyfus aux procès de Moscou », avec Jean-Louis Bredin, Carole Sandrel et Henry Bulawko). Enfin, une plaque devait être apposée au 7, rue de Florence, 75008 Paris, dernier domicile de Bernard Lazare.

Felip Equy

Têtes d'hilares et cœurs en pleurs

Roger Dadoun

N

NON, DÉCIDÉMENT, notre super géant de la littérature a commis – je parle de Rabelais – la plus gargantuesque bourde de son XVI^e SIÈCLE bourdonnant d'humanisme en proclamant, tor-dants récits à l'appui, que le « rire est le propre de l'homme ». Il rompaît des lances, en son temps, contre images pieuses et fameuses décrétales – ces ordonnances du pape que le docte écrivain-médecin transformait en papier-cul, de quoi, de fait, pour parler le « rabelais », faire pisser ou chier de rire. Or il se trouve qu'aujourd'hui la télévision, pour ce qui est de jouer la décrétale ou l'excrétale rabelaisienne, bat tous les records sur l'échelle de Richter des mimiques et sismiques du rire: une seule soirée d'émissions télévisées déverse sur une ébaudie humanité plus de cascades de rire que tout autre siècle antérieur, aussi ubuesque fût-il. Et ce, pour faire quoi?

La chose sale

Apport des cartels mafieux (producteurs-animateurs-collaborateurs-invités) de la télévision à la culture contemporaine: ils parviennent à faire que le rire – contre les Rabelais, Molière, Jarry, Chaplin, Tati – devienne la chose sale de l'homme, ce qu'une pratique culturelle peut produire de plus attristant, dégradant, désespérant. « Vous exagérez », dira-t-on, en nous accusant de jouer au triste sire. Alors, poussons le bouchon encore plus avant, et qu'il saute et fasse gicler les bulles expectorées du rire, car en vérité nul n'a vraiment pris, à ce jour, la mesure (rien moins qu'à l'aune du fascisme!) des effets sordides qu'exercent, martelées toutes dentures déployées, sur le style et les mœurs de l'homme moderne, ces pratiques rigolardes qui entretiennent et renforcent, par un harcèlement de tous les instants, les processus psycho-socio-politiques d'assujettissement (la servitude n'est pas seulement volontaire – à la tienne Étienne¹ – mais rigolote et euphorisante, en plus), d'uniformisation (sous les plages des pluralités, complexités, tribalités et différences – les gros pavés du conformisme), de communautarisation (les communautarismes à vocation sectaire s'accordent à ressasser, sur la base de leur racine commune, le même et plus petit dénominateur commun).

Les pitres rient

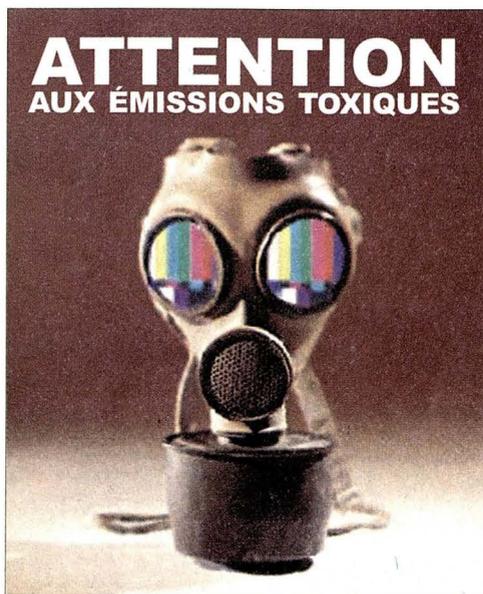
Qu'entendait-il, quant au rire, David Rousset, lorsqu'il déclinait les Jours de notre mort et rédigeait les pages, qu'on ne relira jamais assez, de l'Univers concentrationnaire? Composant en

1948 son effrayant dossier sur l'antisémitisme nazi ordinaire, il le titre: *Le pitre ne rit pas*.² C'est là une bévue – en « freudien », unbewust = « inconscient » – à la Rabelais, d'un qui a gardé au fond des yeux, au fond de l'âme, au fond de l'abîme sans fond foré en lui par l'horreur, les processions de déportés et de zeks poussés par millions dans les fosses communes, chambres à gaz, et goulag – et que l'on s'emploie toujours, quoi qu'on dise (ils disent « devoir de mémoire » – mais se carrent bien dans le présent), à oublier, effacer, réviser. Dans ce processus compulsif de refoulement de la monstruosité historique contemporaine, le rire débordant de ces flux d'émissions inondant millions de foyers et gratouillant milliards d'âmes joue sa sale et double partition (Docteur « Je ris » et Mister « J'oublie »): rires en chasses d'eau dérégées dégringolent hystériquement pour évacuer les merdes de cet « anus du monde » (les nazis qualifiaient ainsi Auschwitz) sur lequel les totalitarismes hitlérien et stalinien voulurent rabattre l'entière condition humaine.

Oui, aujourd'hui, les pitres rient – prospérant, proliférant, envahissant, ne laissant nul espace hors de portée de leur rire. Ces riants rieurs érucant de rire exigent, maestros-cabots orchestrant rythmes et mesures, que tout le monde rie – et ils s'y escriment, à la baguette, en distribuant à comparses rodés des rôles de relais du rire relayés par spectateurs-potiches figurant on ne sait quel audi-fantomatique pays profond.

Hilaro-fascisme

Les régimes fascistes imposaient silence aux individus – opposants, critiques, sceptiques, non-enthousiastes, différents – par terreur, torture, assassinat; dans le même temps, ils sommaient les foules de dégoiser slogans rengaines langues de bois et chanter acclamer vociférer gesticuler: foules en délire fusionnel et glaireuse décoction. Aujourd'hui, à la télévision, les rires qui follement fusent font fusionner fans et foules: les animateurs-producteurs (têtes d'hilares chroniques, ces roucouleurs Bravo, Ruquier, Cauet, Arthur, Ardisson, Drucker, Fogiel et autres vibrions et clones, costumés chicos, selon l'occase, en littéraires, politiques, artistes, sociologues, etc. – mais tout ça pour rire), et leurs tablées d'acolytes copains complices, et les parterres d'applaudisseurs pavlovisés (règne de l'Applaudi-Maître), et l'obscur grouillement des voyeurs solitaires, courent en chœur vers le Chanaan



télévisuel où coulent rires gras et gros bisous (et gros sous, ne jamais l'oublier, c'est le principe de base, le marché, très porteur, est le vrai Chef). L'utopie télé d'un paradis rieur large l'île de Thomas More, la Cité du Soleil de Campanella, la Cité harmonieuse de Péguy, les Îles bienheureuses de Masson, pour fleurir onaniquement sur de croustillants plateaux éblouis de spots.

Le télé-rire, maelström dont ne pouvaient avoir idée les Aristophane, Plaute, Goldoni, Feydeau, se répand partout, indolore inodore sans saveur, quoique tout en trilles et roulades, dégorgements rengorgements, alléluias salamalects – bonheurs instantanés ecstasyant des millions d'êtres qui en redemandent : donnez-nous notre rire de chaque jour-heure-minute – et s'opère cette crasse distorsion du temps qui, rendu spasmodique, convulsionnaire, parodie l'essentielle, poignante et farouche durée humaine. Fût-ce à tort, le mot « fascisme » s'imposait ici par le travers même de la gorge, face à pareille emprise quotidienne, massive, totalitaire : rigolo-fascisme, si l'on veut épinglez les rigolos manipulateurs-frimeurs, ou, pour accuser la crue d'un rire déchaîné en hilarité, hilaro-fascisme.

Paradoxe de l'hilar

L'hilaro-fascisme met le rire cul par dessus tête – littéralement, il manipule des « histoires de cul », presque toujours sur le registre du merdique, monstrations à l'appui ; et plus encore idéologiquement, tête gonflée par ce paradoxe de l'hilar : le rire s'attaquait aux manières d'être et de vivre, dénonçait situations acquises, conformismes, normes, pouvoirs (*comoedia castigat ridendo mores* : le comique corrige, par le rire, les mœurs) ; avec nos têtes d'hilares, au contraire, le rire abrase tout relief, cire, lèche, flagorne, cuisine un fast food culturel insipide, monocorde (ah ah ah, hi hi hi). Le « vivre ensemble » cher aux intellectuels, artistes et politiciens est rabattu – hilares ricanant – sur un tyrannique « rire ensemble » devant lequel s'écrasent (voyez-les dansotter, pousser la chansonnette, baisser culotte) même les célèbres, les solennels et « ceux qui ne se marrent pas ». « C'est parti », adorent-ils dire, télécrates épanouis. Oui, parti, ô tordu paradoxe, pour un fascisme souriant ?

La compassionata

Mais la pitrerie télé n'offre pas que rire. Elle se paie à l'occasion quelques pintes d'indignation (« on applaudit bien fort ! ») chez tels animateurs zorrodateurs et donateurs inattendus de leçons de morale – à tire-larigolade « en fait ». Mais le vrai repos du guerrier des zorros-astres du rire demeure les larmes, pause et suspens pour éviter de sombrer dans l'ennui grinçant qu'ils secrètent en permanence. Étape douillettement émotionnelle, qui atteint, comme chacun sait, son point culminant avec la mise en scène du téléton (« tél. au 3637 ! » – qui est curieusement, je n'y peux

rien, le numéro du « Que sais-je ? » que j'ai consacré à l'érotisme !), dont le dispositif est révélateur des techniques, finalités et mécanismes de base de la télé : un parterre de handicapés fixés dans leurs fauteuils, vers lesquels l'on pointe, de temps à autre, un micro ; des animateurs-anesthésiants-réanimateurs évoluant, en habits de soirée, sur un plateau où des vedettes mobilisées émues déposent une fragrance de pur amour et, surtout, étincelant tout là-haut, ô dieux, le bandeau électronique qui multiplie ses rians clins d'œil au rythme échevelé des rentrées d'argent : kyrielle de coups de cœur en clics de tiroir-caisse.

Cette fiesta, cette *compassionata* annuelle dispose d'un service après-vente, assuré par quelques spécialistes du genre, qui rôdent en charognards autour des multiples troubles, maladies et handicaps dont se trame toute réalité humaine. Douleurs, souffrances, dépressions, échecs, désespoirs sont livrés bruts de décoffrage, de la bouche de victimes anonymes qui, d'ainsi « passer à la télé », retirent, peut-être, au moins, un petit bénéfice thérapeutique (mais après ?). Les animateurs mêlent cajolerie humanitaire et interrogatoire doctoral : bouclettes, pupilles et gencives exsudant une vive compassion, Mireille épouse avec suavité la cause du peuple malheureux qu'elle convoque ; dressé sur son ego, Jean-Luc transforme son plateau en petit amphî domestique, où verser une larme ou laisser glouglouter un sanglot devient presque incongru ; sur telle autre chaîne, l'hôtesse-animatrice accueille convivialement femmes et consultants autour des sempiternels thèmes familiaux (maman papa bébé bobo) : ambiance économique-amicale dans le style présentation de boîtes en plastique.

Sauf exceptions (émissions sur Arte, Planète, Odyssée, entre autres), le message télé est traité de telle sorte qu'il ne puisse emprunter une ligne d'objectivité et de rationalité, seule capable pourtant d'intégrer à la fois le rire (un « vrai » rire rabelaisien) et les larmes (expression d'une émotion « authentique »). Tout est fait, au contraire, pour que le rire sonne égrillard, automatique, poussé aux limites de l'hystérie et de la nausée et source d'une dégradation de l'imaginaire que l'on n'hésite pas à qualifier d'hilaro-fascisme ; et qu'émotion et pleurs soient exploités pour nourrir un consensus purement verbal et gesticulatoire et un œcuménisme humanitaire mou, qui occultent ou brouillent les aspects tragiques et mortifères d'une réalité qui ne se dérobent que trop aisément à la juste perception comme à la dure analyse. R. D.

1. Étienne La Boétie, *le Discours de la servitude volontaire*, Payot, 1976.

2. David Rousset, *l'Univers concentrationnaire*, UGE, 1971 ; *les Jours de notre mort*, Ramsay, 1988 ; *Le pitre ne rit pas*, Bourgois, 1979.

«... des vedettes mobilisées émues déposent une fragrance de pur amour et, surtout, étincelant tout là-haut, ô dieux, le bandeau électronique qui multiplie ses rians clins d'œil au rythme échevelé des rentrées d'argent : kyrielle de coups de cœur en clics de tiroir-caisse.»

Père, fils

(*Otets y syn*)

un film de Alexandre Sokourov



EN REGARDANT *Père, fils*, un plan du splendide *Mère et fils* m'est revenu en mémoire: le fils tient sa mère dans les bras, elle repose sur ses bras étendus, il la porte en offrande dans une nature en pleine floraison, une nature luxurriante où les herbes, les champs et chaque arbre participent à une sorte de symphonie pastorale, le vent lui-même agite branches et prairies pour les saluer et les accompagner. Dans *Père, fils* cette situation est comme inversée: le fils se tient sur les épaules du père et nous les voyons sur fond de ciel et de nuages d'où n'émergent que quelques rayons de soleil. Ils se tiennent devant nous; le père sourit et ne semble pas accablé du poids du fils. Ce plan est fait de sérénité et d'assurance tranquille, figurant une sorte de panthéisme laïque, une fusion entre l'homme et la nature à plusieurs niveaux. Ces sentiments se communiquent au spectateur.

La séquence d'ouverture montre deux corps d'hommes, torse nu: ils sont enlacés, petit à petit seulement, nous distinguons



La foi en l'œuvre d'art comme rempart contre la barbarie et les dérives actuelles font que Alexandre Sokourov travaille d'arrache-pied. Pour la sortie de son film, il a même accordé une interview au *Film français* pour mettre en garde contre l'emprise des majors américaines sur les cinématographies européennes. Il parle du mépris dont le cinéma russe, entièrement aux mains de la Mafia russe, témoigne à son égard (n° 3026, 16 janvier 2004).

véritablement les deux corps. Sont-ils en train de lutter ou de se reposer, jouent-ils seulement à mesurer leurs forces? En tous cas, deux corps juvéniles, on dirait des frères, se mesurent l'un à l'autre, leur relation semble affectueuse, ils communiquent sans paroles, mais dans une harmonie contagieuse. Une force tranquille émane d'eux et se transmet, exprimant l'amour de leur lien. Les sentiments forts de l'un pour l'autre s'étalent en toute liberté. Leur entente profonde paraît évidente, tellement ils sont dans l'harmonie et la grâce.

Dans le film, ils font des envieux. Un jeune homme rejoint leur appartement sous les toits, une espèce de nid d'aigle qui domine la ville. Car ils peuvent accéder aux toits et contempler l'architecture de cette ville, « européenne, ancienne, où la richesse culturelle est encore une réalité ». Au loin, on devine la mer. C'est Lisbonne qui est filmée, mais cela pourrait être n'importe quelle autre ville au bord d'un fleuve ou en front de mer qui posséderait encore aujourd'hui, bâtiments et traces d'architecture des siècles passés, c'est cela que Sokourov voulait montrer.

Dans le vide, des planches posées sur les rebords des fenêtres font passerelle entre la chambre du père et la chambre du fils. Ils se rencontrent dans les airs, en saltimbanques. Un visiteur les dévisage, et sa peur de ces exercices périlleux se communique aux deux autres. Le nouveau venu réalise que ces deux-là vont plutôt le protéger, il accueillera leur protection et leur amitié.

Ce lien privilégié laisse-t-il encore de la place pour d'autres personnes? Le plan s'élargit, et nous contemplons une jeune femme qui essaie d'entrer en relation avec le fils qui ne semble pas la repérer. Séparée de son interlocuteur par une vitre, plus exactement par une porte vitrée, elle est montrée bataillant avec la paroi transparente, proche et lointaine à la fois. En effet, le fils ne la voit ni ne l'entend, alors que nous voyons sa grâce, sa beauté et sa déception de partir sans avoir pu établir un contact. Sempiternelles questions: a-t-il voulu parler de l'homosexualité, d'homo-érotisme? Sokourov se fâche et

accuse: « Oui, le père est tendre avec son fils, oui, chacun veille sur l'autre, mais cela n'est-il pas la chose la plus habituelle, la plus ordinaire? Quelle maladie avez-vous, les Européens, pour ne plus pouvoir voir une œuvre d'art sans chercher à lui donner une signification sexuelle réductrice. » Quand *Mère et fils* sortait, on lui posait toujours la même question: est-ce un film sur l'inceste? Depuis qu'il montre *Père et fils*, on lui demande, est-ce un film sur l'homosexualité?

« Si j'ai tourné à Lisbonne et non pas dans ma ville (Saint-Petersbourg), c'était pour filmer la culture, l'architecture, la beauté d'une de ces villes qui nous appartient à nous tous et dont nous devons à aucun prix nous séparer. Nous avons besoin de ces valeurs pour rester des êtres humains. Seules les œuvres d'art sont un rempart contre l'entreprise de colonisation par l'industrie du cinéma américain. [...] Nous avons besoin de tels lieux pour faire respirer et faire s'épanouir notre âme. »

Pour revenir au plan qui rappelle et rapproche les deux films: *Mère et fils*, *Père, fils*, écoutons Sokourov qui poursuit: « Ce père fait ce que doivent faire tous les pères: il est affectueusement aux cotés de son fils qu'il porte avec son amour (au propre et au figuré). Ainsi, transmettons-nous à nos enfants ce que nos parents nous ont donné. Toute notre vie ne suffira pas pour rembourser cette dette, contractée à jamais. Le fils à son tour portera son père dans ses bras quand il va mourir. Ainsi le cercle se refermera. C'est notre devoir de transmettre cet amour. »

Alexandre Sokourov est un grand artiste qui fait avancer l'art cinématographique avec chacun de ses films. Les exploits technologiques ne l'intéressent pas en soi, même si *l'Arche russe* a été tournée d'un seul plan séquence: il aimerait que ses films soient chargés de cette énergie qui animait un Dostoïevski, que ses images nous interpellent de la même manière que les livres importants, que nous trouvions dans ses images un rempart contre la barbarie et l'abrutissement orchestrés par l'industrie du cinéma « qui a vendu son âme ».

Heike Hurst

Vendredi 30 janvier

Lyon 1^{er}

Projection débat à 21 heures au Café libertaire (19, rue Pierre-Blanc) autour du film Spezzano A.: *la Fédération municipale de base ou la démocratie directe contre le pouvoir municipal*. Projection sur grand écran suivie d'un débat avec les réalisateurs.

Samedi 31 janvier

Clermont-Ferrand (63)

Pendant le festival du court métrage, un forum alternatif se tiendra du 31 janvier au 7 février, sous chapiteau, place Gambetta (place des Salins): débats, prises de paroles, vidéos, concerts, théâtre, etc.

La Rochelle (17)

Rassemblement à l'appel du CAE contre les centres de rétention. À 14h30, place des Petits-bancs.

Paris 11^e

Forum avec Abdel Mabrouki, auteur de *Génération précaires*, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, à 16 heures, M^o République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Paris 20^e

Palestine: 2^e soirée de solidarité avec le village de Yanoun, avec une projection d'un doc et un concert de ska-punk. À partir de 18h30, au 33, rue des Vignoles. 5 euros.

Rouen (76)

La librairie l'Insoumise invite tou.te.s ses adhérent.e.s à son assemblée générale trimestrielle qui se tiendra dans ses locaux à 15 heures, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 7 février

Chelles

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique: *Chômage et précarité pour tous?* avec des militants d'ACI, à 20h30, 1 bis, rue Émilie (près de la gare RER E).

Rouen (76)

Le groupe lycéen et étudiant de la Fédération anarchiste invite tou.te.s les jeunes sympathisant.e.s à une réunion de développement à 15 heures à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire

Paris 11^e

Projection du documentaire *Daniel Guérin 1904-1988* d'Annie Chevally et Pierre-André Boutang à 15 heures à la Bibliothèque Faidherbe, au 18, rue Faidherbe.

Marseille 1^{er}

Conférence débat avec André Not: « N'y a-t-il qu'une seule littérature prolétarienne? » à l'occasion de la parution du livre *Autour d'Henry Poulaille et de la littérature prolétarienne*. Au Cira à 15 heures, 3, rue Saint-Dominique.

Jeudi 12 février

Chaux-de-Fonds (Suisse)

Nouvelle réunion contre la vague fascisante de l'UDC afin d'organiser un grand événement sous la forme d'une manif suivi d'un concert ainsi que des rencontres citoyennes régulières par quartier. À 20 heures dans les locaux de l'ADC, rue de la serre 90. Contact: Espace noir, Case Postale 94, Francillon 29 2610 Saint-Imier, <http://www.espacenoir.ch>

Vendredi 13 février

Paris 20^e

Réunion débat autour du livre *Octobre 1917, le thermidor de la révolution russe* avec la présence de l'auteur René Berthier. À partir de 19 heures, au 33, rue des Vignoles, M^oAvron.

Samedi 14 février

Paris 11^e

Forum de la librairie du Monde libertaire avec Alain Bellet pour son livre *Fausse commune* à 16h30 au 145, rue Amelot.

Radio libertaire

Vendredi 30 janvier

Enjoy Polar: de 12 heures à 13 heures, l'émission évoquera l'image, mais à la télé. Avec Colin Thibert, scénariste télé et auteurs de polars, pour son dernier livre *Barnum TV*.

Offensive: de 21 heures à 22h30, Théorie de l'ethnie et réalités sociales à Madagascar, avec Didier Mauro documentariste.

Samedi 31 janvier

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30. Au Burundi, une femme, Maguy, se bat pour les enfants de la rue. De sa rencontre avec Thierry Nutchey, documentariste, un projet fou est né et s'est réalisé: le cinéma des Anges.

Dimanche 1^{er} février

Chants, contrechamps: de 15h30 à 17 heures, avec Frédéric Laffont pour son film *Mille et un jours* et Michel Bühler pour son livre *Lettre à Ménétreay*.

Les désaxés: de 20h30 à 22 heures, émission spéciale autour du film de Catherine Breillat, *Anatomie de l'enfer* (avec Rocco Siffredi et Amira Casar) avec une interview de la réalisatrice.

Lundi 2 février

Les mangeux d'erre: de 9h30 à 11 heures, nouvelle émission écolo-libertaire. Actualités anti-nucléaires: retour sur la manifestation du 17 janvier.

Ondes de choc: de 15 à 18 heures, la *Bonne Âme* du Setchouan de Brecht, au théâtre de la Tempête, Joel Favreau autour de son 2^e album et Colin Thibert pour *Barnum TV*.

Mardi 3 février

Pas de quartier: de 18 heures à 19h30. Nous sommes allés à Caen pour recueillir les propos impies de Michel Onfray, philosophe athée de son état, à propos du voile et du retour des religions. L'auteur de *Politique du rebelle* en a profité pour faire un tour d'horizon politique et proposer des modes de lutte libertaires face à la sacro-sainte Réaction ambiante.

89,4 MHz
en région parisienne

agenda

En temps de paix les mots luttent en
 temps de guerre ils résistent en
 temps de songe ils s'évadent en
 temps de tempête ils s'abritent en
 temps de crise ils s'invitent en
 temps de deuil ils triomphent en
 temps de misère ils s'effacent en
 temps de génie ils s'ébruitent en
 temps de canicule ils s'abreuvent en
 temps d'oppression ils abondent en
 temps d'amour ils s'évanouissent en
 temps de drames ils rugissent en
 temps de colère ils s'égarant en
 temps d'ennui ils se taisent en
 temps de jouissance ils imitent en
 temps de voluptés ils gravitent en
 temps de silence ils...

Radio Libertaire

89.4 fm

La voix sans Dieu
 sans Maître
 sans Publicité

carte d'auditeur
 et d'auditrice

20 euros

Librairie PUBLICO
 145, rue Amélot Paris 11
 tél: 01 48 05 34 08
 www.federation-anarchiste.org

M. Frédéric

Démocratie blindée

témoignage d'un militant

MARDI 18 NOVEMBRE 2003, 15 heures, Villejean. Je me promène avec ma compagne et mon enfant de 2 ans, lorsqu'en allant à la CPAM du quartier, je relève sur un caisson EDF un bombage de préférence régionaliste, véritable fourrier du racisme moderne de demain, préparant la survenue du repli communautaire et de la restauration féodale. De plus, ce message, pour introduire une confusion idéologique malsaine, s'affublait indûment d'un symbole de la pensée libertaire, en l'espèce le A cerclé de l'anarchisme.

Afin de faire disparaître ce graffiti à caractère nationaliste breton, j'ai utilisé un marqueur. Aussitôt, une voiture de police est arrivée dans mon dos et en montant sur le trottoir, celle-ci m'a bloqué contre le caisson. De ce véhicule, quatre policiers m'ont entouré et, à l'issue de ce contrôle d'identité, ont entrepris, en pleine rue et à l'américaine, bras et jambes écartés, une palpation au corps et la saisine de mon marqueur. Non contents de cette mise en scène, ils m'ont conduit au commissariat de quartier pour un procès-verbal d'audition. Ma compagne ayant prévenu deux camarades, ceux-ci sont intervenus au poste de police, ce qui m'a épargné une longue garde à vue.

De la justice de classe

Pour mon geste militant, je dois m'expliquer devant la justice. Je passe au tribunal correctionnel le 28 janvier 2004 à 14 heures, pour détention et usage d'un marqueur.

Nous sommes ici dans une disproportion de la qualification du fait incriminé et une remise en cause grave de la liberté d'expression et de circulation.

D'ores et déjà, nous appelons le plus grand nombre à venir soutenir un camarade qui n'a fait qu'exercer son droit à une libre opinion. Nous appelons également tous les individus attachés aux libertés publiques à venir à cette occasion le manifester.

Comité de contre-information
 et de solidarité

Infos et soutien (souscription,
 pétition, etc.):

CCIS, c/o Librairie anarchiste,
 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.

Tél.: 02 99 67 92 87

www.fa-rennes.fr.st

Forum Léo-Ferré

Tristan Haspala et Danièle Dufaure
 les 22 et 23.

Laurent Malot le 24.

Chantal Grimm et son équipe le 29,
 avec Cabaret Martineau Martel en
 première partie.

Le 30 avec Les Oisillons tombés du
 nid en première partie.

Le 31 avec Stone et Charonne en pre-
 mière partie.

Pour ces trois soirées, les premières
 parties sont prévues vers 19 heures et
 Chantal vers 21 heures.

Et « Pour ceux qui aiment le jazz »,
 la soirée du 28 avec Michel Rosciglione
 Trio.

Forum Léo-Ferré,
 11, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine.

Métro: Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.
 Tél. et réservations: 01 46 72 64 68.

Entrée 13 euros.

Tarif réduit: 10,50 euros (étudiants,
 chômeurs, RMistes, moins de 16 ans)

Gratuit pour les moins de 6 ans.

Les entrées payantes comprennent
 une consommation.

Huit heures contre la répression du mouvement social

ALORS qu'il participait à la manifestation du 18 octobre dernier aux Vans, un militant de l'Assemblée générale interprofessionnelle du Sud-Ardèche (Agis07) a été jeté au sol par un gendarme. Il n'avait opposé ni résistance ni violence comme l'attestent tous les témoignages. Or, aujourd'hui, il se trouve inculpé de « rébellion avec violence » et risque emprisonnement et révocation professionnelle pour un acte qu'il n'a pas commis. Son procès est prévu le 11 février 2004 à 16 heures à Privas.

Une soirée de soutien est organisée le 31 janvier 2004 de 16 à 24 heures, salle de l'Amicale laïque à Saint-Jean-le-Centenier (07).

Au programme:

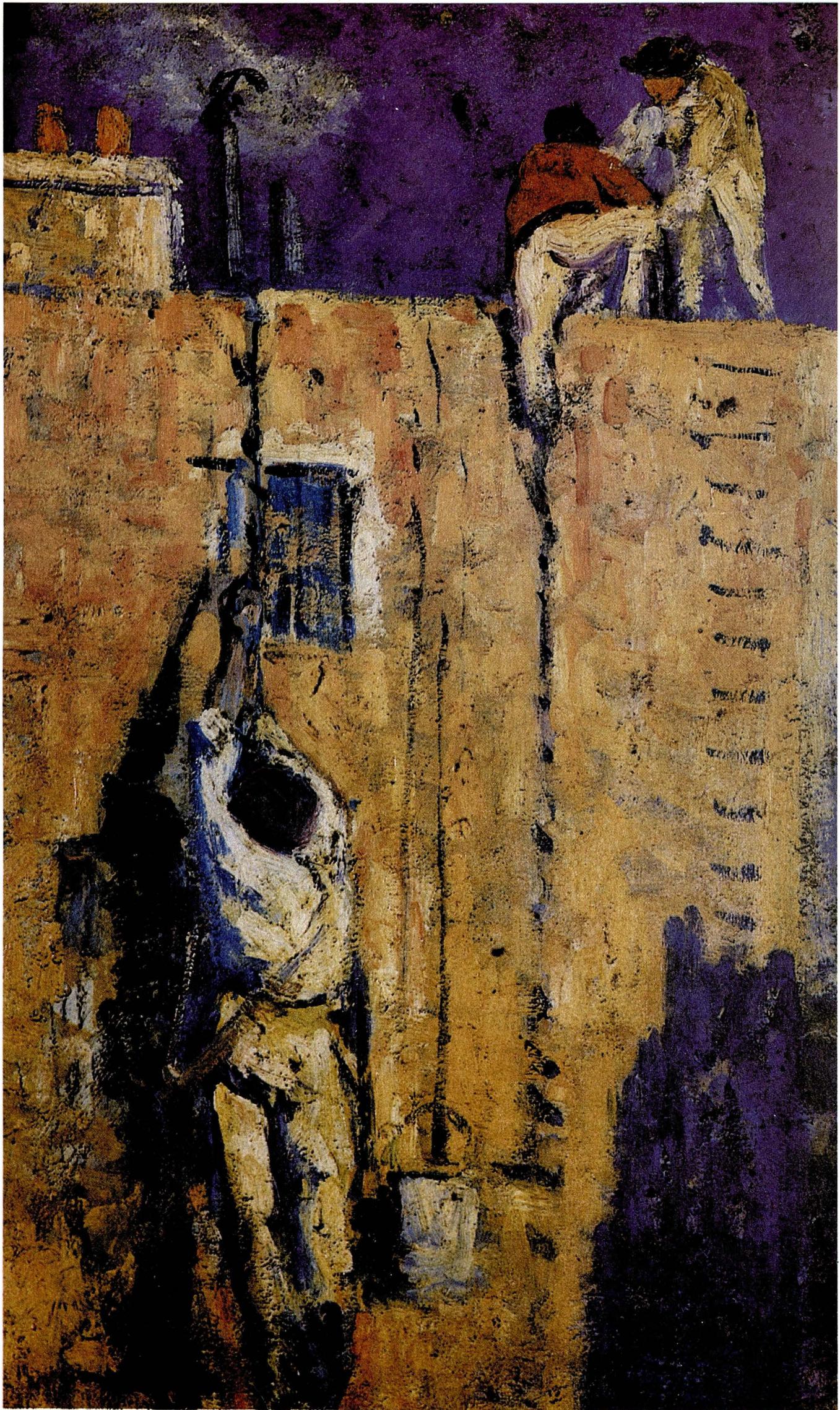
- De 16 à 19 heures, témoignages de militants inculpés, réflexions et échanges sur les lois sécuritaires (Vaillant, Perben, Sarkozy) qui limitent dangereusement nos libertés.

- De 20 à 24 heures, concert de soutien avec Sakazic (fanfare), Arsène (chanson française), Au bois d'on cœur (jazz, poésie et chanson), Pustule (l'Ardéchois!) et Salmonelles (rock agricole défrigoré).

La participation aux frais est libre.

Groupe d'Aubenas de la FA

Organisations signataires: Agis07, les Alternatifs, ATTAC Sud 07, la CCIPP, la CNT, la CGT 07, le collectif On bouge ou on dort, la Confédération paysanne, la Fédération anarchiste, la FRPNA, la FSU 07, la LCR 26/07, la Ligue des droits de l'Homme, le Mouvement social et alternatif politique, le MRAP, le PS 07, le PCF 07, Ras l'Front, le Snutefi, SUD-éducation, Sud-PTT, les Verts.



Maximilien Luce, Escalade de la maison, maçons